

LA FORGE

Organe central du Parti Communiste des Ouvriers de France

www.pcof.net

Mensuel n°666 - Novembre 2024

Prochaine parution : Mardi 10 décembre 2024

2€



Face à l'avalanche
de licenciements :
mobilisation !



Vote de la grève illimitée par les travailleurs de l'entreprise Dumaray à Strasbourg

"Prolétaires de tous les pays unissez-vous !"

Face à l'avalanche de licenciements : mobilisation !

En quelques semaines, des centaines de suppressions d'emplois, des dizaines de plans de restructurations et plusieurs fermetures ont été annoncées, tel un feu roulant, dans tous les secteurs économiques. Que ce soit dans l'automobile (chez les constructeurs et chez les sous-traitants et les équipementiers, comme Michelin, Dumaray, Valéo, MA France), la chimie (Vencorex, Sanofi), la grande distribution (Auchan), la construction (avec des centaines de petites entreprises qui ferment), l'aéronautique (Airbus et la myriade de sous-traitants) La liste ne cesse de s'allonger.

Patronat et gouvernement ont lancé ensemble une attaque de grande ampleur contre les ouvriers, les travailleurs et travailleuses des grandes entreprises et des sous-traitants, et les masses populaires. Les patrons justifient leurs décisions de fermer des entreprises et de licencier par les difficultés économiques, la concurrence déloyale de la Chine, le protectionnisme étasunien et les « charges » trop élevées mais n'évoquent jamais les 68,7 milliards de dividendes réalisés en 2023, record absolu en Europe. De son côté, le gouvernement s'apprête à faire passer son projet de budget de méga austérité, qui réduit tous les budgets sociaux, la protection sociale, l'indemnisation des chômeurs, gèle les salaires des fonctionnaires, réduit les subventions aux collectivités et maintient les avantages fiscaux pour les riches et les grandes entreprises, avec 200 milliards de soi-disant « aides ».

En agissant ainsi, ensemble, brutalement, ils espèrent assommer les travailleurs, neutraliser la riposte des syndicats.

Mais ils se heurtent déjà à la résistance des travailleurs dans plusieurs des grandes et moyennes entreprises visées, qui se traduisent par des grèves, des débrayages, des rassemblements, des manifestations avec des appels à la solidarité des autres entreprises.

Nous en parlons dans nos précédents journaux, sur notre site, pour les faire connaître plus largement et pour contribuer à élargir le soutien.

La lutte contre les licenciements au premier plan de la lutte sociale

La bataille se mène d'abord au niveau de chaque entreprise, d'abord pour s'opposer aux licenciements, à la fermeture de l'entreprise, et, dans le cas où le patron, aidé par les services de l'Etat, parvient à ses fins, le combat se mène pour faire payer le prix fort au patronat.

La bataille se mène aussi au niveau du groupe, de la branche, pour organiser le soutien à ceux qui se battent. UL, UD et Fédérations sont directement concernées. Cette solidarité peut même prendre un caractère international, notamment dans l'automobile, où les monopoles procèdent à des restructurations internationales.

C'est une dimension importante, car les monopoles et les Etats à leur service développent toute une stratégie pour diviser et dresser les travailleurs les uns contre les autres. Il est clair que l'ennemi tout désigné, c'est la Chine, travailleurs, peuples mis dans le même sac que les monopoles et l'Etat chinois, un discours amplement développé par Trump qui ne parle qu'en termes de guerre des USA contre le reste du monde.

La bataille se mène également au niveau de l'organisation de la solidarité populaire la plus large possible, notamment dans les villes et les régions où sont implantées ces entreprises.

Ce combat, qui s'inscrit dans la durée, pose en grand la question des intérêts de la classe ouvrière, des travailleurs, les questions de la société et du système capitaliste impérialiste, de ses contradictions, des raisons des « choix » stratégiques. Il y a beaucoup de propositions qui se veulent « alternatives ». Nous pensons que cela pose avant tout la question de la nécessité de la rupture avec ce système ; c'est en tout cas à cela que notre parti travaille dans son soutien à ces mouvements de lutte. ★



Abonnement à La Forge - Tarifs pour la France

Version électronique (pdf) : 26 €

Pli ouvert (version papier) : 28 €

Pli fermé : 35 €

Abonnement avec soutien : 40 €

Chèque à l'ordre de : **Société En Avant**

15 cité Popincourt - 75011 Paris

La Forge - Organe central du Parti Communiste des Ouvriers de France

15 cité Popincourt - 75011 Paris - Tél/Fax 01 48 05 30 14

www.pcof.net - enavant@club-internet.fr - facebook.com/PartiCommunistedesOuvriersdeFrance/

Budget 2025

Il sera, quoi qu'il en soit, un budget d'austérité au carré

Rarement, les séances de l'Assemblée nationale consacrées au budget de l'Etat et de la Sécurité sociale (PLF et PLFSS) auront été aussi chaotiques.

Les difficultés de Barnier

Bien qu'issu de LR, la formation politique qui a le moins d'élus dans l'hémicycle, Barnier et son gouvernement étaient censés pouvoir compter sur un « socle commun » composé des diverses formations de l'ancienne majorité macroniste et des LR qui n'ont pas suivi Ciotti dans son alliance avec le RN. Mais des dissensions au sein de ce « socle commun » se sont exprimées dès l'examen en commission de son projet de loi de finances. La République en marche devenue Renaissance, Horizons d'Ed. Philippe, Modem de F. Bayrou et LR sont tous d'accord pour la rigueur budgétaire et les économies qui avaient déjà été engagées à hauteur de plusieurs dizaines de milliards d'euros par les précédents gouvernements, dont Le Maire fut l'inamovible ministre de l'Économie et des Finances. Mais personne ne veut assumer la responsabilité politique d'une austérité au carré. Attal, qui brigait la direction de Renaissance, est immédiatement monté au créneau au prétexte qu'il n'y a « pas assez de réformes » à même de réduire les dépenses publiques et « trop d'impôts » susceptibles de porter atteinte à la « politique de l'offre » développée depuis le premier quinquennat Macron. Politique fondée sur l'idée qu'il faut favoriser la croissance et l'attractivité du pays en allégeant impôts, normes

et « charges » qui « pèsent » sur les entreprises. Darmanin, qui s'est fait souffler la vedette par Retailleau à la tête du ministère de l'Intérieur, a déclaré partager « le même objectif que Barnier » tout en clamant haut et fort qu'il prenait « l'engagement de ne jamais défendre une augmentation de dépenses ». Il en a profité pour avancer ses propositions : aller plus loin dans la réforme de l'assurance chômage, « demander aux Français de travailler davantage », supprimer des ponts et des jours fériés. Le Modem de son côté a voté avec la gauche une pérennisation d'une surtaxe sur les hauts revenus que Barnier proposait à titre « d'effort » exceptionnel temporaire sur 3 ans (imposition minimale de 20 % des plus hauts revenus).

Des « victoires » pour le NPF ?

Dans cette situation de grande confusion dans les débats de l'Assemblée nationale, et de pagaille dans les rangs de ceux qui sont censés soutenir Barnier, le Nouveau Front Populaire met en avant les résultats du travail de ses députés : « LFI enchaîne les victoires en récupérant 4 milliards de recettes fiscales » titre la plate-forme d'actualité de la France insoumise dans un billet du 18 octobre. Dans un article du 25 octobre, Attac le voit comme une démonstration de « la capacité de plusieurs groupes

de gauche et centristes de nouer des compromis sur plusieurs mesures fiscales ». Signe, surenchérit Cl. Autain dans une vidéo diffusée sur YouTube, « que si nous avons gouverné, nous aurions pu avoir des majorités sur des points très importants qui permettraient d'améliorer concrètement la vie de nos concitoyennes et de nos concitoyens ».

Toutes ces déclarations partent de l'idée que le NFP, le regroupement ayant le plus de députés au parlement, sans avoir de majorité absolue, serait en mesure de rallier d'autres forces pour mettre en œuvre tout ou une partie de son programme. La réalité c'est que, d'une part, une partie des électeurs n'ont pas voté par adhésion à ce regroupement et à son programme, mais pour faire en sorte que le RN n'ait pas la majorité absolue au parlement. Et, que d'autre part, toutes les autres forces politiques représentées au parlement ont déclaré ne pas vouloir s'allier au NFP et à son programme. Certains, on l'a vu, sont prêts à voter des amendements avec lui, mais pas à gouverner avec lui.

Les rouages constitutionnels au secours du soldat Barnier

Barnier, qui prétend vouloir laisser toute sa place au débat parlementaire, sait qu'il peut compter avec les garanties que lui donne la constitution pour pouvoir finalement imposer son budget, dans les termes que lui-même fixera. Comme toutes les lois, les lois de finances doivent être adoptées en termes identiques par l'Assemblée nationale et Sénat. Or, c'est la droite qui est majoritaire au Sénat et à la « Commission mixte paritaire » qui doit trancher en cas de divergence entre les deux chambres et soumettre aux députés et aux sénateurs un texte définitif qui ne pourrait plus être amendé « sauf accord du gouvernement » (article 45 de la Constitution). D'autres outils constitutionnels sont à la disposition

du gouvernement, comme l'article 47 qui prévoit que « si l'Assemblée nationale ne s'est pas prononcée en première lecture dans le délai de quarante jours après le dépôt d'un projet, le gouvernement saisit le Sénat qui doit statuer dans un délai de quinze jours ». Et il y a aussi, bien sûr, le fameux article 49.3, que Borne a tant de fois dégainé !

Il faut se battre, s'organiser pour se battre !

Tout cela montre l'état de la démocratie bourgeoise parlementaire dans un contexte de crise du système capitaliste-impérialiste et de difficultés importantes pour l'impérialisme français et ses monopoles confrontés à une féroce concurrence internationale.

Barnier a été, pour l'heure, la moins mauvaise solution pour l'oligarchie : celle par laquelle elle espère faire payer la dette à la classe ouvrière et aux milieux populaires et imposer leur surexploitation. L'austérité est présentée comme inéluctable pour sauver la crédibilité de l'économie française.

Utiliser le Parlement comme tribune, pour faire entendre les intérêts ouvriers et populaires, dénoncer les attaques contre les libertés démocratiques, soutenir le combat des peuples pour leurs droits oui, bien sûr. Mais faire croire que le Parlement, a fortiori avec sa composition actuelle, serait le lieu où il serait possible d'imposer des ruptures de fond avec le système, c'est une illusion.

C'est sur le terrain de la lutte de classe, des résistances et des luttes populaires que doit être l'épicentre du mouvement social et de la lutte politique. Il est plus important que jamais d'affirmer **qu'on a raison de se battre, qu'il faut se battre, s'organiser pour se battre...** C'est sur ce terrain que nous pourrions avancer vers une rupture révolutionnaire avec ce système « broyeurs de vies ». ★

Macron se rabat sur ses prérogatives présidentielles

Alors que les piliers de son ancienne majorité (les Darmanin, Borne, Braun-Pivet...), sont missionnés pour guerroyer au Parlement contre le Premier ministre qu'il a nommé, Macron se rabat sur ses prérogatives présidentielles : beaucoup de déplacements et beaucoup de déclarations à l'international, mais avec une autorité minée par la situation politique interne et du fait de l'affaiblissement de l'impérialisme français.

Il fait le VRP des monopoles français et le service support des politiques réactionnaires que met en œuvre le gouvernement Barnier. C'est le sens de sa visite d'Etat de 3 jours au Maroc où il s'est fait accompagner d'une délégation pléthorique de chefs d'entreprises et de personnalités douteuses. Retailleau était du voyage pour discuter avec Mohamed VI et les autorités marocaines de leur contribution à la lutte contre l'immigration en contrepartie d'une reconnaissance de la souveraineté du royaume chérifien sur le Sahara occidental.

Après le « quoi qu'il en coûte », le « qui va payer ? »

Alors que le déficit public pourrait atteindre environ 7 % du Produit Intérieur Brut (PIB) en décembre 2025, Barnier et ses ministres de l'Économie et des Comptes publics ont fixé l'objectif de le ramener à 5 % du PIB d'ici fin 2025. Pour y parvenir, ils proposent des « mesures de maîtrise budgétaire » d'un montant de 60,6 milliards d'euros : « 41,3 milliards d'euros de réduction des dépenses publiques dont 21,5 milliards pour l'État, 14,8

milliards pour la Sécurité sociale et 5 milliards pour les collectivités territoriales. 19,3 milliards d'euros d'augmentation des recettes via des contributions fiscales exceptionnelles, temporaires et ciblées. »

Ils font valoir qu'en l'absence d'une trajectoire crédible de réduction des dépenses, les agences de notation baisseront la note de la France, et que cela fera exploser les taux d'intérêt pour le remboursement des emprunts que l'Etat contracte sur les marchés

financiers pour financer son déficit. La version finale du budget 2025 n'est pas encore connue, mais on sait déjà de façon certaine qui va payer et aux dépens de quoi vont se faire les arbitrages entre recettes et dépenses : moins d'enseignants, des moyens réduits pour l'ensemble des services publics, moins de protection sociale, moins de ressources pour les collectivités locales. Ce qui veut dire encore plus de difficultés à se soigner, à se loger, à se

chauffer. Moins de moyens pour la prévention des risques et la lutte contre le réchauffement climatique. Des équipements publics dégradés. Moins de subventions pour le sport de masse, la culture, les associations... Une explosion des tarifs des mutuelles, la quête de nouveaux impôts locaux. Les seules dépenses sanctuarisées sont celles affectées à l'appareil répressif, à la militarisation de l'économie et aux préparatifs de guerre ! ★

Immigration, sécurité, « islamisme politique » Retailleau mobilise les préfets

Le discours que Retailleau a adressé aux préfets le 8 octobre 2024 s'ouvre sur une apologie du corps préfectoral qui « a tenu la République pendant plus de 200 ans » et qui « la tient encore ». Dans la situation actuelle de grand cafouillage parlementaire, et de nombreuses incertitudes politiques, cette insistance sur la « continuité de l'Etat » n'est pas neutre : « Vous êtes, au milieu de la société liquide une force solide. Une force qui demeure, malgré le bougisme qui trop souvent tient lieu de politique ».

Alors que les dissensions au sein du « socle commun » censé soutenir le projet de budget présenté par Barnier agitent le Parlement, la question centrale pour l'oligarchie est celle de la capacité de l'Etat à faire payer cette dette aux milieux populaires et aux « classes moyennes », sans toucher aux profits. « Discutez » dit Barnier aux députés, car il faut que le Parlement « fasse son travail » et quand je le jugerai nécessaire, je sifflerai la fin de partie avec les moyens que me donne la Constitution ! (1) Retailleau va plus loin. Il agit dans ses domaines de compétences, l'immigration et la sécurité, mais crée un

dangereux précédent lorsqu'il indique aux préfets de ne pas se préoccuper des turbulences politiciennes du jour, leur tenant, en substance, ce discours : allez-y, anticiper les futures lois pour lesquelles nous œuvrons, je vous couvrirai ! Suspendez l'application de la circulaire du 28 novembre 2012, dite « circulaire Valls », nous mettrons à votre disposition de nouvelles circulaires. Appliquez les dispositions de la loi Darmanin qui ont été censurées, nous les réintroduisons dans une nouvelle loi ! Continuez à prononcer des OQTF, nous travaillons sur le plan international pour « obtenir les laissez-passer dont vous avez besoin pour les exécuter ». (Macron et Retailleau qui l'accompagne dans sa visite d'Etat au Maroc, en ont fait la contrepartie à la reconnaissance, par la France, de la souveraineté du Maroc sur le Sahara occidental ! Nous mènerons le combat avec nos alliés européens pour la réécriture de la Directive Retour. C'est ce que « revendique » Retailleau et que le « Gouvernement assume » pour « réduire l'immigration, illégale et légale ». Aux préfets, à qui il demande de « s'impliquer personnellement dans ce combat »,

il indique : « L'instruction que je vous donne aujourd'hui est claire et ferme : allez au bout de tout ce que vous pouvez faire. Eloignez plus et régularisez moins. Pour cela, utilisez tous les moyens de droit dont vous disposez » ... et anticiper les prochaines lois. « Sans attendre une évolution législative, je vous demande ceci : faites appel, systématiquement, de chaque décision de CRA (centre de rétention administrative) lorsque l'étranger concerné est l'auteur d'un trouble grave à l'ordre public, même si cet appel n'est pas suspensif » !

Il en va de même pour ce qui concerne la sécurité ou « la lutte contre l'islam politique » qu'il indique être les autres priorités de son ministère. Pour « renforcer le continuum de sécurité sur tout le territoire », il veut la montée en puissance des polices municipales et « favorisera tout ce qui permettra leur renforcement et notamment leur armement ». Pour « garantir aux Français une réponse pénale plus ferme », il indique poursuivre son « travail avec le Garde des Sceaux en faveur d'un réarmement pénal dont nous avons besoin pour obtenir ces résultats que le Premier ministre nous demande ».

Pour pouvoir combattre les « petites contre-sociétés islamistes » et contrer ceux qui cherchent « à "frériser" ou "hallaliser" la société », il demande aux préfets d'user au maximum de leur pouvoir de contrôle tout en indiquant que « sur ce front aussi, le droit devra sans doute s'adapter, pour imaginer une nouvelle incrimination pénale ».

Ce sont les « instructions » et les « perspectives » que Retailleau a voulu donner aux préfets pour « affirmer la présence de l'Etat, dans tous nos départements, dans toutes nos régions » et « le défendre contre toutes les forces centrifuges, en métropole comme en Outre-Mer » !

Cette place démesurée que prend le ministère de l'Intérieur, sur une ligne proche de celle du RN, est un élément indéniable de la fascisation de l'Etat. ★

1. Notons que s'il y a mis sa patte, ce budget n'a pas été élaboré en trois semaines par Barnier. Les services du ministère de l'Économie et des Finances y avaient travaillé depuis des mois. C'est d'ailleurs l'ancien directeur de cabinet de Bruno Le Maire qui est devenu le directeur de cabinet de Michel Barnier ! C'est ça aussi la « continuité de l'Etat ».

La doctrine Retailleau en matière d'immigration « Eloigner plus et régulariser moins ! »

Dans son discours aux préfets, Retailleau leur martèle l'exigence d'une « complète mobilisation » : « J'attends précisément que vous puissiez cheffer : je vous demande de vous impliquer personnellement dans ce combat pour réduire l'immigration ».

Il prévoit une nouvelle loi qui devrait être discutée en 2025 (la 10^e depuis 20 ans) car, dit-il, « nous avons besoin des mesures votées dans la loi Immigration [la loi Darmanin de janvier 2024] mais censurées – uniquement sur la forme – par le Conseil constitutionnel ».

En attendant cette nouvelle loi, une circulaire leur a été adressée le 28 octobre 2024. Elle détaille toute une série de mesures qui « visent tant les étrangers en situation régulière [...] que ceux en situation irrégulière, en particulier pour ce qui concerne le maintien en rétention administrative et les mesures et dispositifs de suivi à mettre en place lorsque les possibilités de recourir à cette dernière sont épuisées ».

Favorable à une augmentation de la durée maximale pendant laquelle un étranger faisant l'objet d'une obligation à quitter le territoire (OQTF) peut être maintenu dans un centre de rétention administrative (CRA), Retailleau demande aux préfets de

faire « appel systématiquement, de chaque décision de libération d'un CRA lorsque l'étranger concerné est l'auteur d'un trouble grave à l'ordre public, même si cet appel n'est pas suspensif ». On peut s'attendre à une interprétation très large de cette instruction, étendue à tous ceux qui seront jugés potentiellement dangereux ou susceptibles d'atteinte à l'ordre public. Des notions qui ne sont pas définies, et qui pourraient très bien s'appliquer à de simples délits !

En complément des OQTF, les préfets devront mobiliser « pleinement le levier de l'interdiction de retour » [IRTF].

Afin de s'assurer de l'expulsion à la fin d'une peine de prison, il leur faudra aussi « anticiper » la fin de détention et en préparer les suites, notamment le placement en centre de rétention, au moyen d'un « dialogue » entre la préfecture et la justice.

Enfin, pour que la sanction soit complète, les organismes sociaux devront être informés des refus de séjour pour qu'ils refusent ou suspendent le versement des prestations sociales (prestations familiales, aides au logement, RSA...). L'AME qui, pour l'instant, n'est pas soumise à la possession d'un titre de séjour est également dans le collimateur de Retailleau.

Avec l'objectif de ne « régulariser qu'au compte-gouttes », Retailleau a abrogé la circulaire Valls de 2012, qui a couronné la lutte courageuse des travailleurs sans papiers et permis des régularisations par le travail. Elle est remplacée par une nouvelle circulaire fondée sur « une conception exigeante de l'intégration, synonyme d'assimilation ». Parmi les « vrais critères d'intégration » figurent « une véritable maîtrise de la langue française et une adhésion claire et sincère aux valeurs de la République ».

Cette politique réactionnaire et provocatrice claironnée par le ministre de l'Intérieur va aussi s'accompagner de contrôles renforcés des services chargés de l'appliquer, car il souhaite « chaque mois des réponses exhaustives » sur l'activité de police des étrangers.

Pour mener à bien une telle politique et permettre aux préfectures d'absorber la charge supplémentaire, Retailleau promet une dotation prioritaire « en ressources humaines, matérielles et budgétaires ». Cela à un moment où tous les autres services publics et les services sociaux se voient imposer de drastiques suppressions de personnels et de moyens au nom de la rigueur budgétaire !

Lois immigration, ça suffit !

Face à l'accélération d'une politique migratoire de plus en plus réactionnaire et agressive, des mobilisations sont en préparation, avec un certain nombre de rendez-vous qui vont précéder et préparer la journée traditionnelle du 18 décembre (journée internationale des migrants). **Des discussions sont en cours pour préparer une grande manifestation le 14 décembre contre cette énième loi immigration, appelée par les syndicats, les associations, les collectifs de sans-papiers.** Cette initiative peut rassembler les contestations et mobilisations qui témoignent du profond rejet du RN et de la « France raciste » qu'il promeut, celles de tous les mouvements de solidarité avec les travailleuses et travailleurs sans papiers et les migrants, celle de toutes celles et ceux qui voient que Retailleau et Cie veulent s'en prendre à tous les immigrés.

Ça suffit d'instrumentaliser sans cesse la question de l'immigration !

L'accumulation des lois anti-immigrés, ça suffit ! ★

Le RN à l'Assemblée nationale

Démagogie et provocations

Selon certains commentateurs, la niche parlementaire, que le RN voulait exploiter pour faire une démonstration de force, aura finalement été « la mise en scène de son impuissance » (*Le Monde*). Il est vrai qu'aucune de ses propositions n'a abouti : ni celle « visant à assouplir les conditions d'expulsion des étrangers constituant une menace grave pour l'ordre public », ni celle « tendant à l'instauration de peines planchers pour certains crimes et délits » ; pas plus que celle « visant à réduire les contraintes énergétiques pesant sur l'offre locative » au prétexte de vouloir « juguler leurs effets sur la crise du logement », ou que celle « visant à restaurer un système de retraite plus juste en annulant les dernières réformes portant sur l'âge de départ et le nombre d'années ». Mais le RN n'en a pas moins, une fois de plus, joué pleinement son rôle provocateur et d'aiguillon.

En témoigne cette envolée de Nicolas Daragon (LR), ministre délégué chargé de la Sécurité du quotidien qui lui donne raison : « L'étranger qui assasine : dehors, l'étranger qui viole : dehors () ; l'étranger voleur, harceleur, agresseur : trois fois dehors ». Elle aurait tout autant pu être pro-

noncée par un député RN. Ce qui n'a pas empêché Retailleau, son ministre de tutelle, de le soutenir : « ce qu'il dit est parfaitement juste ».

Une bonne partie des débats de cette journée de « niche » RN a d'abord été consacrée à la défense d'un texte à travers lequel il prétendait vouloir abroger les dernières réformes des retraites. La manœuvre s'inscrit dans sa stratégie de démagogie sociale mais relève de la mystification. Rappelons-nous, en effet, la mise en sourdine de cette promesse de revenir sur la réforme Borne par Bardella, pendant la campagne des législatives, car il s'agissait alors de ne pas effrayer le patronat dans la perspective d'une arrivée à Matignon. Plus récemment, le RN a refusé de voter en faveur des amendements du NFP qui a proposé cette abrogation dans le cadre de l'examen du budget de la Sécurité sociale.

Le texte du RN avait avant tout comme objectif de tendre un piège pour diviser les forces qui ont appelé à « faire barrage » au RN. Et ce piège a fonctionné. Lors de l'examen du texte en commission des Affaires sociales (préalable à sa discussion en séance plénière), le NFP s'est déchiré sur la question. Le PS a voté contre,

tout comme LFI, mais le groupe des députés du PCF (GDR) s'est partagé : « Dans notre groupe, c'est du 50-50, a indiqué André Chassaigne, son président. Certains ne souhaitent pas faire sauter le cordon sanitaire avec le RN et d'autres pensent qu'on ne peut pas ne pas voter ce texte en considérant qu'il y a une attente de la population. On est plusieurs, aussi, à être dans l'hésitation parce que c'est un choix qui n'est pas si évident. » Quelques jours plus tôt, Léon Deffontaine, porte-parole du PCF, proche de Roussel, s'était prononcé pour le vote de la proposition de loi du RN. Dans une tribune publiée le 21 octobre sur le Club de Mediapart, il avait dénoncé « une pure démarche d'opportunisme politique visant à gêner la gauche », tout en affirmant : « ce texte doit être appréhendé pour ce qu'il est, c'est-à-dire un moyen immédiat de mettre fin à cette réforme inique. Indépendamment de ces auteurs, il doit être pris comme une ressource pour soulager cette profonde plaie sociale qui traverse le pays. Voter cette proposition de loi ne rendra pas le RN plus fort. Ne pas la voter rendrait la gauche plus faible. Ne leur laissons pas le monopole du peuple

et tenons haut le drapeau du combat social au service des travailleurs et des travailleuses de notre nation ». Certaines organisations féministes se sont également positionnées de cette manière.

Ce sont finalement les macronistes qui ont tranché à l'Assemblée nationale. S'appuyant sur l'article 40 de la Constitution qui interdit le dépôt de textes qui auraient pour conséquence « la création ou l'aggravation d'une charge publique », Yaël Braun-Pivet, présidente macroniste de l'Assemblée nationale, a fait écarter la réintroduction par amendements de deux articles ramenant l'âge de départ à 62 ans et la durée de cotisation à 42 ans, qui avaient été rejetés en commission. Seuls les députés RN ont finalement voté le texte amputé de ces deux articles.

Poussant toujours plus loin la provocation, le RN se dit à présent prêt à voter la proposition d'abrogation de la loi Macron-Borne qui sera présentée à l'occasion de la niche parlementaire de la FI, prévue le 28 novembre à condition qu'elle ne comprenne pas de hausse de cotisations. ★

10^e congrès du PCOFLe rapport politique de notre 10^{ème} congrès est paru

Voici le rapport politique adopté par le 10^e congrès de notre parti, en mai 2024.

Il couvre la période de 2020 à la mi-2024 et s'inscrit dans l'orientation développée par le 9^e congrès : travailler à la rupture révolutionnaire avec le système capitaliste impérialiste. C'est le titre du livre qui est issu du 9^e congrès (décembre 2019) et qui reste totalement d'actualité, notamment dans son analyse sur la « nécessité et de la possibilité » de cette rupture (1).

Le présent texte s'attache à analyser les grandes évolutions dans la situation internationale et nationale, marquées par l'aiguïsement de toutes les contradictions inhérentes au système capitaliste impérialiste : la contradiction fondamentale, entre le travail et le capital, les contradictions entre les puissances impérialistes, toujours plus aiguës et les contradictions entre l'impérialisme et les peuples. Elles sont à l'œuvre et déterminent chacune de ces évolutions. Sur chacun des points abordés, nous avons mis en avant les prises de position, les exigences et les combats menés par notre parti, pour défendre les intérêts de la classe ouvrière, des masses populaires et des peuples. C'est pourquoi, nous avons plus particulièrement pris en compte la pan-

démie mondiale du covid 19 et ses conséquences au niveau mondial ; la guerre inter-impérialiste en Ukraine et ses conséquences ; la guerre de génocide menée par Israël contre le peuple palestinien. Nous avons également mis l'accent sur la contestation de la présence militaire française en Afrique, qui signifie un vrai échec pour l'impérialisme français.

La crise de l'impérialisme français vient aggraver la crise coloniale qui frappe toutes les colonies qu'il détient encore dans le monde, une crise qui se traduit par une profonde remise en cause par les peuples de ces colonies du système de domination coloniale, qui s'est renforcée depuis la séquence « covid ».

Sur le plan national, les mobilisations sociales, syndicales, politiques, celles sur les questions environnementales, sur les questions démocratiques... ont pris une ampleur encore plus grande que dans la période précédente. De nouveaux secteurs (comme les paysans) ont connu de fortes mobilisations et ont pris leur place dans le combat social. L'explosion et les émeutes des banlieues populaires dans tout le pays ont rappelé à la société qu'elles n'en pouvaient plus de la misère, du racisme et des violences policières.

La crise des institutions s'est aggra-

vée. Elle continue à se manifester dans les milieux populaires par un taux d'abstention toujours très élevé, traduisant une profonde défiance vis-à-vis des élections et des différentes forces politiques de gauche qui en font leur terrain d'action principal. La montée de la réaction et la fascisation de l'Etat provoquent, certes, de l'inquiétude mais aussi de la résistance et des mobilisations dans les milieux populaires, dans la classe ouvrière, dans de larges secteurs de la jeunesse.

Le combat pour la rupture avec le système doit intégrer la dénonciation et le combat contre la fascisation.

Le déclin objectif de l'impérialisme français, comparativement aux autres puissances impérialistes est patent. A cela s'ajoute l'accumulation des difficultés économiques dans de très nombreux secteurs. C'est tout cela qui le rend plus agressif, plus réactionnaire vis-à-vis de la classe ouvrière, des masses populaires et des peuples. C'est pourquoi, il faut gagner plus de forces au combat pour son renversement révolutionnaire, pour instaurer le socialisme.

C'est pour mener ce combat que nous appelons à rejoindre notre parti qui s'est constitué, il y a plus de 40 ans, comme « parti de l'action révolutionnaire ». ★



Prix de vente : 3€

Envoi postal : 7€€

Disponible à Sté En Avant
15 cité Popincourt - 75011 Paris

1. « Pour une rupture révolutionnaire avec le système », Editions En Avant, ISBN 978-29-11736-29-2. 10 euros.

L'austérité, ça sera aussi pour nos enfants, nos jeunes et leurs enseignants !

Le gouvernement a annoncé, dans le cadre de la préparation du budget, la suppression de 4 000 postes dans l'éducation nationale, dont plus de 3 000 dans le premier degré. Il s'appuie pour cela sur les « perspectives démographiques » annonçant une réduction des effectifs. C'est plus qu'annoncé par la ministre démissionnaire en septembre dernier (voir article de LF de septembre).

Les suppressions de postes qui concerneront le premier degré impacteront en particulier les écoles rurales, avec des fermetures de classes ou d'écoles. Une attaque de plus contre les services publics de proximité ! Cette logique rappelle les coupes franches des années Sarkozy qui avaient sup-

primé 80 000 postes dans l'éducation nationale et laissé l'institution exsangue. Blanquer avait poursuivi dans la même voie par des réformes structurelles (LP, réforme du lycée) qui ont entraîné des suppressions de postes dans le second degré avec, pour conséquence, une dégradation des conditions de travail pour les enseignants et de la qualité des conditions d'étude pour les élèves.

Il faut aussi rappeler que la France est un des pays où les effectifs des classes sont plus élevés en moyenne, le temps de travail par enseignant plus important alors que les salaires sont parmi les plus bas des pays de l'OCDE. Les conditions de travail sont particulièrement dégradées, par exemple, les remplacements des absences ne sont plus

assurés, ce qui entraîne surcharge de travail pour les enseignants présents (dans le premier degré les élèves d'un enseignant absent sont répartis dans les autres classes). En Haute-Garonne, depuis la rentrée, 53 classes par jour étaient sans enseignant suite à des absences non remplacées. Les mobilisations de parents sont particulièrement nombreuses depuis la rentrée. Dans une école mobilisée, les parents d'élèves témoignaient d'effectifs pouvant atteindre 50 élèves dans une classe, suite à des non-remplacements d'enseignants en arrêt de travail ! La crise d'attractivité – postes aux concours non pourvus par manque de candidats – et la pénurie d'enseignants ne sont que les conséquences des faibles rémunérations et des

conditions de travail dégradées.

Malgré une situation désastreuse, particulièrement en cette rentrée 2024, le gouvernement choisit les suppressions de postes, au mépris de tous les discours convenus sur l'école comme « première priorité », sacrifiant une nouvelle fois l'école sur l'autel de l'austérité.

Cela a conduit l'intersyndicale de l'ensemble des fédérations à déposer une « alerte sociale » commune, un fait inédit depuis 2008. Le communiqué commun indique : « Une ligne rouge est franchie : au moment où l'École publique va mal, la seule réponse du gouvernement est de fermer des postes et donc de maintenir l'illusion qu'on peut faire mieux avec moins. » ★

Les AESH continuent d'exiger un vrai statut, un vrai salaire !

Parallèlement à l'annonce de la suppression des 4 000 postes d'enseignants, le ministère annonçait la création de 2 000 postes d'AESH (accompagnant.e.s des élèves en situation de handicap), ce qui pouvait apparaître comme un lot de consolation. Mais cette annonce est principalement un effet de communication. D'une part, le nombre de postes qui seraient créés est bien insuffisant au regard des besoins : en 2022, il y avait 436 000 élèves en situation de handicap (soit 3 fois plus qu'il y a 15 ans). Ensuite, il ne suffit pas de créer des postes, il faut encore les pourvoir. Nous sommes souvent intervenus dans ce journal sur le scandale que constituent les conditions de travail et de rémunération des AESH (dont 92 % sont des femmes), contractuelles employées à temps partiel, dont le salaire moyen n'atteint même pas 1 000 euros, alors même que le métier exigeant et difficile requiert un haut niveau de technicité et de responsabilité.

Cette rentrée a été encore plus compliquée que les précédentes en ce qui concerne l'inclusion des élèves en situation de handicap.

L'Unapei (1) a une nouvelle fois alerté sur la détresse de familles d'élèves en situation de handicap dont plusieurs milliers sont déscolarisés en raison du manque de place dans des établissements spécialisés et du manque d'AESH à l'éducation nationale et ce, alors que les jeux paralympiques avaient mis le handicap sous le feu des projecteurs. En Haute-Garonne, par exemple, plus de

600 élèves ne sont pas accompagnés par manque d'AESH.

Face à la pénurie d'AESH, les réponses du ministère ont été de renforcer la mutualisation, de diminuer le nombre d'heures par élève, d'augmenter le nombre d'élèves par AESH, avec parfois l'accompagnement simultané de plusieurs élèves avec des pathologies différentes. Conséquences : une dégradation des conditions de travail, une perte de sens du métier qui conduit de nombreux AESH à l'épuisement, au burn-out, à la démission. Le turn-over est très important. Il faut ajouter les nombreux licenciements pour inaptitude, conséquence de la maltraitance institutionnelle.

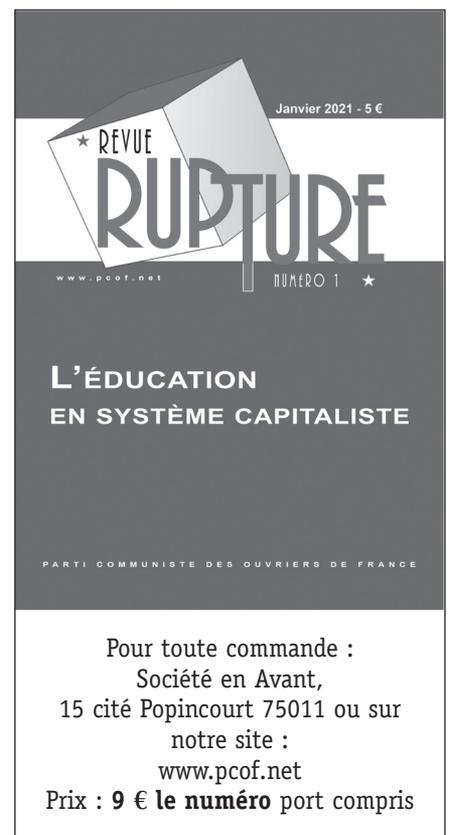
C'est dans ce contexte qu'est intervenue la mise en place de la prise en charge financière par l'État de l'accompagnement des élèves sur la pause méridienne. Le ministère a présenté cette mesure comme une avancée pour améliorer le salaire des AESH, suivant le principe du « travailler plus pour gagner plus » ! Cela a même donné lieu, de la part du ministère, à des affirmations mensongères dans la circulaire de rentrée, en prétendant que les AESH pourraient, dès la rentrée, accéder à un temps complet ! Or, 8 heures supplémentaires générées par ce temps méridien ajoutées aux 24 heures (temps de travail moyen des AESH dans le premier degré) ne font jamais que 32 heures soit 82 % d'un temps plein ! Sans compter que tous les élèves ne nécessitent pas d'être accompagnés sur ce temps spécifique.

Par ailleurs, dans certains cas, cette

prise en charge par l'État a signifié une perte de salaire pour les AESH qui effectuaient déjà ce travail, avec des conditions plus avantageuses de la collectivité territoriale (mairie).

Cependant, d'autres signaux nous alertent sur la politique à venir en ce qui concerne l'inclusion. Le récent rapport de la Cour des comptes sur la question est édifiant à ce sujet. S'il souligne les manquements en ce qui concerne l'inclusion, notamment la situation des AESH, les solutions préconisées sont inquiétantes. Il est ainsi indiqué que l'aide humaine ne peut pas tout résoudre et que la prise en charge la plus efficace est principalement celle portée par les seul.es enseignant.e.s dans leurs classes. On renverrait ainsi à ces dernière.s la seule responsabilité de la prise en charge du handicap alors qu'ils et elles non seulement ne sont pas formé.e.s, mais encore qu'ils et elles travaillent le plus souvent avec des effectifs surchargés. Et l'annonce récente de la suppression des 4 000 postes d'enseignants ne va certainement pas dans le bon sens !

Pour les AESH, il est temps que ce métier soit reconnu à sa juste valeur avec un statut de fonctionnaire catégorie B. Il est temps de reconnaître le temps de travail invisible des AESH et la pénibilité du métier, en considérant 24 heures d'accompagnement élève comme un temps plein. Seule la satisfaction de ces revendications justes permettra d'avancer sur l'attractivité du métier.



L'inclusion des élèves en situation de handicap est un vaste chantier qui nécessite une réflexion élargie, avec tous les acteurs et les secteurs (établissements spécialisés, secteur médico-social, éducation nationale...) en refusant une logique basée sur l'économie, dans l'objectif d'assurer dans les meilleures conditions pour tous les élèves le droit à la scolarité. ★

(1) L'Unapei est un réseau d'associations de représentation et de défense des intérêts des personnes avec trouble du neuro-développement, polyhandicap et handicap psychique et de leurs familles.

Santé

Des mobilisations de plus en plus massives

Face à la déflagration dans la santé annoncée par le plan d'austérité qui vient, la résistance va s'accroître.

Même s'il n'y a pas de grandes mobilisations dans les rues, le feu couve en de multiples endroits. Sans surprise, c'est dans les petites villes délaissées par les services publics que la mobilisation est la plus forte. Le 12 octobre, ils étaient 10 000, venus de toute la région, dans les rues de Carhaix (Finistère, 7 200 habitants) pour demander la réouverture du service des urgences de l'hôpital 7 jours sur 7 et 24 h sur 24, en scandant : « Carhaix, Résistance ! ». Une des banderoles arborait : « Hôpital de proximité contre le marché de la santé ». Carhaix est le symbole de cette résistance après la répression subie pour avoir envahi les locaux de l'Agence Régionale de Santé à Quimper le 14 septembre 2023, toujours pour protester contre la fermeture des urgences. 10 militants avaient été accusés de « séquestration et violences en réunion » ; une manifestation de soutien avait eu lieu le 14 mai 2024, jour de leur convocation devant la police.

Le 13 octobre à Remiremont (7 600 habitants) dans les Vosges, 600 personnes ont manifesté sous la pluie à

l'appel de l'ADEMAT-H derrière la banderole « Maintien d'un hôpital complet à Remiremont pour la montagne et ses habitants ». Elles craignent pour leurs urgences et leur maternité et demandent la réouverture du centre médico-psychologique de Bruyères pour les patients psychiatriques.

En dehors de ces mouvements spectaculaires, la Coordination nationale des hôpitaux et maternités de proximité, qui tenait mi-octobre ses rencontres nationales à Châlettes (Loiret), s'est fait l'écho de la pugnacité de comités, comme à Luçon en Vendée, où des rassemblements ont lieu chaque semaine devant l'hôpital, parfois à 30 ou 40, avec des succès partiels mais notables, comme l'obtention d'urgentistes, de maisons de gardes, et de logements pour les internes. Cette présence régulière en fait un acteur avec lequel il faut compter, au grand dam de l'ARS.

Une lutte de longue haleine à Châlettes a permis d'obtenir un centre municipal de santé, donc public, dans ce désert médical.

A Marmande, 17 200 habitants, (Lot-et-Garonne), le collectif « Urgence accès aux soins pour tous » appelle à se retrouver tous les vendredis devant l'hôpital.

Les rencontres ont permis aussi de donner des contre-arguments sur le fait qu'il n'y aurait pas d'autre moyen face au déficit des hôpitaux qu'une politique d'austérité. L'économiste de la santé, Victor Duchesne, expliquait que le non-financement par l'Etat des hôpitaux à la hauteur des besoins entraînait un déficit en les obligeant à s'endetter auprès d'organismes financiers qui les mettent en difficulté. Avec pour conséquence la diminution progressive des hôpitaux publics au profit des cliniques privées qui s'installent, elles, sur les créneaux les plus rentables.

Le 29 octobre, date de l'ouverture du débat au parlement du Projet de Loi de Financement de la Sécurité Sociale (PLFSS), les organisations syndicales CGT, FO, SUD et UNSA appelaient à une journée de grève et manifestations dans la santé, le social et le médico-social. Le tract dénonçait le tri des patients aux urgences et le risque d'y mourir sur un brancard, faute de place. L'intersyndicale a également déposé un préavis de grève du 4 novembre au 21 décembre pour couvrir la durée des débats parlementaires ; dans son communiqué, elle dénonçait les 1 500 à 2 000 morts évitables par an.

La baisse chronique des moyens n'est

pas de nature à encourager le personnel de la santé et du médico-social, mais l'annonce du ministre de la fonction publique de passer de 1 à 3 le nombre de jours de carence sur les arrêts maladie, avec une compensation à seulement 90 % du salaire, pourrait redonner de la vigueur à leur mobilisation. Le 4 novembre, une majorité des 125 sages-femmes de la maternité Jeanne de Flandre du CHU de Lille se sont mises en grève illimitée pour réclamer 5 postes supplémentaires. Des aides-soignantes et des auxiliaires de puériculture ont rejoint le mouvement contre le sous-effectif chronique. Au CHU de Clermont-Ferrand, la grève se poursuit contre une réorganisation du temps de travail ; au CH de Lavaur (Tarn), après 6 mois de grève, une vingtaine de revendications sont satisfaites. Le Tour de France de la santé rassemblant différentes forces associatives, syndicales et politiques – dont notre parti – a lancé un appel pour un budget de la Sécurité sociale pour sortir de la crise sanitaire et répondre aux besoins de la population. Il prévoit, le 20 novembre, un procès des politiques de l'enfance. ★

Pas de bébés à la consigne !

Appel à la grève dans les crèches, le 19 novembre

Relayé par des préavis de grève déposés par les fédérations CGT, FSU et Sud, le collectif « Pas de bébé à la consigne » appelle « professionnels, les, parents, citoyens à se mobiliser pour une journée nationale de grève et de manifestations mardi 19 novembre 2024 ».

Parmi les revendications largement partagées figure l'exigence d'un taux d'encadrement qui sécurise enfants et personnels (au moins 1 pour 5 enfants), ainsi que la remise en cause de l'arrêté du 29 juillet 2022 qui autorise les structures à fonctionner avec un nombre de professionnels qualifiés réduit à 40 % de l'effectif mensuel, tout en permettant, en sus, des dérogations en cas de « contexte local de pénurie de professionnels » ! Cela passe par l'embauche et par la formation en urgence de milliers de professionnels qui font défaut aujourd'hui (formation initiale et formation continue diplômante pour les personnes qui travaillent aujourd'hui sans les qualifications requises).

Une autre exigence portée par tous les syndicats et par le collectif « Pas de bébés à la consigne » est une

reconnaissance salariale, qui passe par une augmentation générale des salaires, dans ce secteur largement féminisé et sous-payé, d'au moins 10 % et applicable à toutes les professionnelles de la petite enfance.

La dégradation des conditions d'accueil des enfants et de travail du personnel est également souvent celle de locaux mal adaptés au dérèglement climatique et à la prévention des épidémies, et parfois trop exigus pour assurer une surface minimale par enfant accueilli d'au moins 7 m². L'appel à la mobilisation de « Pas de bébé à la consigne » inclut les assistantes maternelles (qui s'occupent des enfants en dehors des crèches collectives) et demande « la reconnaissance des assistantes maternelles comme professionnelles de la petite enfance avec un accès garanti à une formation continue de qualité ».

Les parents sont également appelés à se mobiliser. Ils sont concernés par la qualité de l'accueil des bébés, mais aussi par le coût des différents modes de garde. Ceux dont les revenus sont les plus faibles sont amenés à réduire les heures de garde. Cela accentue

notamment les inégalités hommes-femmes, en obligeant les mamans à se rabattre sur des temps partiels, voire à renoncer à travailler quand une grande partie de leur salaire doit passer dans les frais de garde. Pour les parents isolés, au chômage, cela complique la recherche d'emploi.

Cette situation se répercute sur les écoles maternelles où les parents qui n'ont pas de solution de garde, inscrivent leurs enfants de plus en plus tôt. Avec une possibilité d'accueil dès 2 ans, mais un manque d'ATSEM chargées de les accompagner et pas toujours formées.

Cette situation qui, loin de s'améliorer, ne cesse au contraire de se dégrader, est le résultat d'une double tendance.

La première concerne la restriction des financements issus des collectivités locales, sommées par le gouvernement de faire des économies, ou des Caf, dont le système de subvention via la « prestation sociale unique » pousse au surbooking dans l'accueil des enfants et met en péril un certain nombre de structures, notamment les crèches parentales ou associatives.

La seconde est en rapport avec la

marchandisation du secteur de la petite enfance. Dans son livre *Les Ogres*, Victor Castanet, qui s'est fait connaître par ses investigations sur le groupe Orpéa sévissant dans les Ehpad (*Les Fossoyeurs*), a mené une enquête similaire et tout aussi sidérante sur le business de la petite enfance ; il y décrit les méthodes des géants du secteur privé pour générer le maximum de profits, au détriment du bien-être et de la santé des bébés dont ils ont la charge, mais aussi des employés... et des finances publiques qu'ils détournent. Il y pointe également les complicités politiques, accusant notamment « l'entente » entre Aurore Bergé, députée Ensemble pour la République et ancienne ministre des Solidarités et des Familles, et Elsa Hervy, déléguée générale de la Fédération française des entreprises de crèches, pour « étouffer l'incendie et s'épargner mutuellement » sur le scandale des crèches privées » (Interview sur France info le 03/10/2024). Ce qui pourrait expliquer le peu de réactions suite aux publications de ★

Nationalisation sans indemnités de la fabrication du Doliprane

La cession d'Opella, filiale du monopole Sanofi – qui produit notamment le Doliprane, médicament le plus consommé dans notre pays – va lui rapporter 16 milliards d'euros. Sanofi est un monopole parmi ceux qui ont le plus bénéficié des aides de l'Etat pendant la pandémie, au nom d'un « quoi qu'il en coûte », et dont le gouvernement nous présente aujourd'hui la facture à travers son budget d'austérité XXL.

De plus, comme tous ces monopoles liés au secteur de la Santé, Sanofi peut compter avec la Sécurité sociale pour réaliser une bonne partie de ses profits, puisque celle-ci est (encore) garante de la solvabilité des usagers. Le Doliprane, même s'il est en vente libre, – donc non remboursé dans ce cas – l'est quand il est prescrit sur ordonnance. Ce qui représente pas moins de 280 millions d'euros par an versés par l'Assurance maladie.

Le 21 octobre, le groupe, qui veut se concentrer sur les médicaments innovants beaucoup plus rentables puisque élaborés à partir de nouvelles molécules, a donc confirmé la cession de 50 % de sa branche santé grand public Opella au fonds d'investissement américain Clayton Dubilier And Rice (CD&R).

Opella, c'est 11 000 salariés. La branche opère dans une centaine de pays avec treize sites de production et quatre centres de recherche et d'innovation. Son siège social est en France, ainsi que deux usines. L'une à Lisieux (14) de 250 ouvriers, et l'autre à Compiègne (60) de 480 ouvriers. Une future usine est en construction dans l'Isère.

A l'annonce de ces tractations, l'inquiétude et la colère ont été vives chez les salariés des deux usines. A ce jeu de Monopoly, chacun sachant bien qu'au bout du compte, de restructuration en restructuration, de cession de part d'activité en part d'activité... inévitablement dans la logique de la course au profit maximum, ce sont des suppressions d'emplois en bout de course, quand ce n'est pas tout simplement la fermeture pure et simple des usines. Dans la période passée-récente, notamment sur la région de Lisieux, les exemples ne manquent pas.

A cela s'ajoute le fait que, pendant la pandémie, en même temps que les masques manquaient, l'approvisionnement du Doliprane – médicament essentiel pour lutter contre les conséquences du virus – laissait à désirer à tel point qu'E. Macron avait décidé

d'investir 40 millions d'euros dans la relocalisation de la fabrication du paracétamol, son principe actif.

Le 16 octobre, les organisations syndicales CGT et CFDT appelaient à la grève pour s'opposer à la cession de cette branche santé grand public du groupe Opella.

Avec cette première « crise sociale » – même limitée – qu'affrontait le nouveau gouvernement sont montées les préoccupations en termes d'emploi qui taraudent l'opinion publique, mais aussi celles autour de la « souveraineté sanitaire » vu ce que représente ce médicament depuis l'épidémie du Covid.

Pour tenter de « rassurer », le gouvernement a annoncé que la banque publique d'investissement Bpifrance allait participer au capital de la partie de Opella qui allait être cédée, à hauteur « de 1 % à 2 % », pour « assurer l'ancrage français d'actifs stratégiques ». Un accord entre l'Etat, Sanofi et CD&R était passé pour garantir la production du Doliprane en France, l'approvisionnement du marché français et la préservation des emplois. Bref, un accord et un pouvoir d'influer sur les décisions stratégiques à venir du fonds de pension CD&R tout à fait cosmétique,

tout à fait dérisoire, sans aucune garantie réelle concernant les acquis sociaux, les salaires et l'emploi, y compris en ce qui concerne à terme la production du Doliprane.

Le vendredi 25 octobre, la CGT de Lisieux annonçait « la suspension du piquet de grève » après un vote de l'assemblée générale réunissant les grévistes à l'appel de la CGT, de la CFDT et de FO.

Avant d'être une « petite boîte jaune », le Doliprane est un médicament doté d'une valeur d'usage spécifique, essentielle, qui est celle de soigner ou pour le moins de soulager les fièvres et les douleurs. Non pas un médicament de confort, mais un élément de santé publique.

Et derrière ce médicament, il y a des femmes et des hommes qui le fabriquent. Et qui demain – comme aujourd'hui avec la même brutalité que Sanofi – risquent, parce que CD&R l'aura décidé, d'aller pointer à France travail.

Dans un tel cas de figure, la nationalisation sans indemnisation de ce secteur spécifique, qui plus est aux mains d'un groupe comme Sanofi, qui trouve en la Sécurité sociale la garantie de la réalisation de ses profits, fait œuvre de salubrité publique. ★

Rencontre avec deux délégués CGT de Sanofi Ambarès (33)

A l'occasion de l'annonce de la vente de la filiale de Sanofi fabriquant le Doliprane, nous avons rencontré deux délégués CGT de Sanofi, le secrétaire CGT du site d'Ambarès (510 salariés) et un délégué syndical central membre de la commission exécutive de la Fédération nationale des industries chimiques pour échanger sur la situation et sur comment s'organise la riposte et la solidarité dans leur entreprise.

Petit rappel

Au début 1965, Sanofi n'était qu'un « petit » labo à structure familiale basé à Ambarès (33440) sous la houlette d'un patron « à l'ancienne », M. Jean-François Dehecq, son fondateur, gaulliste d'après-guerre 39-45. Dans les années 73-90, sous la baguette de Dehecq, venu du pétrole de Lacq, et autour du pétrolier Elf-Aquitaine, un regroupement de labos pharmaceutiques s'est fait, à commencer par le leader des vaccins, l'Institut Pasteur, puis Rhône-Poulenc. De capitalisations en capitalisations, l'autre « costaud » de la filière pharma, le franco-allemand Aventis, est venu compléter le groupe pharmaceutique et au total

304 acquisitions ont été faites en une trentaine d'années !

Entré en 1965, J.-F. Dehecq quitte le Conseil d'Administration en 2013. Il est remplacé par Christopher Viehbacher (germano-canadien). Avec un seul impératif : « rationaliser », « harmoniser » et restructurer l'ensemble du groupe. Ce géant du bigpharma mondial (105 000 salariés) a dégringolé en 10 ans de la 3e à la 8e place au niveau mondial, mais sans jamais baisser les dividendes distribués aux actionnaires : 16 milliards d'euros en 2023 !

Un démantèlement programmé

En 2014, un plan de licenciement touche l'ensemble de la recherche avec des centaines de suppressions d'emplois et une mobilisation syndicale forte où la CGT joue un rôle important. En 2022, le PROJET ALPHA a été annoncé. Une rentabilité à deux chiffres est la règle imposée par le Conseil d'Administration.

La casse dans la recherche continue (1) et le site de Vitry sera le prochain touché par un plan de licenciements (PSE), remplacé sans doute par un projet « start-up » cher aux nouveaux patrons.

Ce projet ALPHA est déjà une triste réalité pour ceux de la distribution des produits pharmaceutiques du groupe : l'entité voisine, à Saint-Loubès, à 2 km du site d'Ambarès, a été cédée à DHL spécialiste du transport et de la logistique. Une bonne mobilisation solidaire des deux sites avait été organisée en opposition à cette cession, mais ça n'a pas suffi. Résultat immédiat, moins d'un an après ce changement, les salariés de DHL ont perdu le 13e mois de Sanofi et la CGT n'y a plus d'élus ! Quelques autres acquis sont dans le collimateur et une grande incertitude quant à l'avenir du site logistique, qui dépend directement de la fabrication du site d'Ambarès qui, lui-même, ne sait rien de certain sur son avenir. C'est la fameuse « économie d'échelle » rebattue par le patronat.

S'ajoute maintenant l'affaire du Doliprane et sa cession à un fonds de pension américain qui a suscité l'indignation.

Après la crise du COVID et l'incapacité de Sanofi de sortir avant ou en même temps que les autres un vaccin digne de ce nom, les travailleurs s'interrogent sur les véritables motivations du groupe, plus soucieux de rentabilité financière immédiate que de développer une recherche pharmaceutique innovante.

Les forces syndicales présentes dans l'entreprise (la CFDT y est majoritaire) sont sur la défensive. La CGT du groupe Sanofi reste sur un demi-succès après l'importante et historique grève d'un mois pour les salaires en novembre-décembre 2022 : 15 des 17 sites bloqués. Il y a bien eu des débrayages de solidarité dans tous les sites, notamment sur le site d'Ambarès, et un rassemblement devant Bercy à l'appel de la CGT mais il n'a pas été possible de mobiliser davantage, les travailleurs du site concerné (Lisieux) n'ayant pas poursuivi au-delà du 25 octobre leur grève entamée le 17.

Les 1 % de participation de l'Etat français sont perçus comme une provocation pour illusionner et empêcher toute résistance organisée. Si les travailleurs ne sont pas hostiles à la revendication de la Cgt-Chimie d'un « grand pôle public du médicament », la question qui se pose est comment faire pour la faire aboutir. Et avant ça, comment mobiliser les travailleurs des différents sites contre les restructurations et plans de licenciements qui se profilent. ★

Correspondance Bordeaux

1- Sanofi compte actuellement en France 16 sites de production et 4 exclusivement dédiés à la recherche et développement

Les constructeurs automobiles dans la tourmente

Les grands groupes du secteur automobile en Europe, qu'ils soient constructeurs, équipementiers, sous-traitants, sont confrontés à la nécessité de restructurer leur capital.

Un grand nombre de constructeurs-assembleurs mondiaux, et parmi les plus grands, connaissent des difficultés sévères.

Volkswagen, le phare de l'économie allemande, annonce son intention de fermer trois sites en Allemagne pour maîtriser les coûts.

Chez BMW, les ventes chutent et le groupe a dû faire face au problème du freinage défectueux.

Ford envisage 6 300 suppressions d'emplois en Europe (Espagne, Royaume-Uni, Allemagne) pour dégager des bénéfices et se concentrer sur l'hybride.

Stellantis restructure également au niveau mondial ; Nissan, c'est 9 000 emplois sur la selle dans le monde.

L'effet domino : la déferlante

Mais c'est en dizaines de milliers de pertes d'emplois que vont se traduire ces restructurations. Fournisseurs, sous-traitants, équipementiers et autres sont directement impactés par cette déferlante. Pour ne citer que ZF (14 000 en Allemagne) ; Schaeffler

(4 700 emplois et fermeture de 2 usines en Allemagne) ; Valeo (3 sites en France) ; Continental (- 7 000) ; Bosch (- 1 500 sur les deux sites de fabrication de transmission automobile, et - 1 200 dans l'unité de logiciels intégrés aux véhicules. Le fabricant de pneumatiques français, Michelin, ferme, lui, deux usines : à Cholet et à Vannes et supprime 1 500 emplois en Allemagne pour délocaliser en Pologne, etc. Impossible de lister toutes les restructurations dans ce secteur, en Europe et dans le monde, sans compter les fournisseurs ou les sous-traitants des sous-traitants.

Les raisons en sont complexes et multiples

Une crise profonde de **concurrence inter-impérialiste** où les anciens partenaires deviennent les adversaires. Pendant longtemps, les grands groupes ont envahi le marché chinois pour assoier leurs profits. Aujourd'hui, les impérialistes chinois avancent leurs pions. La voiture électrique qu'ils produisent à bas prix envahit le marché occidental. Les capitalistes européens ripostent par une taxe de douane élevée sur les importations chinoises. Et, en même temps, ils craignent que Trump à nouveau président fasse de même avec les importations d'Europe.

Le facteur technologique est déterminant dans cette mutation. L'automobile est face à une nouvelle révolution technologique. Moteur électrique, développement de l'IA, en sont des aspects importants. Les groupes qui ont su prendre le tournant très tôt s'en tirent (pour le moment) mieux que les autres. Toyota par exemple, qui a développé rapidement le moteur hybride et investit dans la recherche sur le moteur hydrogène. Ou les constructeurs chinois, BYD, NIO, XPeng, et Li Auto, qui ont intégré les technologies de pointe dans leurs modèles.

L'excuse de l'écologie

Les mesures écologiques de l'Union Européenne dans le domaine de réduction d'émission de CO₂ et de réduction du moteur thermique, si elle traduit un réel souci pour l'environnement, a aussi un rôle d'orientation économique, voire un souci géopolitique. Elles poussent à favoriser les nouvelles technologies. L'approvisionnement en pétrole est de plus en plus risqué face à la situation au Moyen-Orient, sans compter les fluctuations des prix. Et face à la réglementation européenne, la diminution de construction des moteurs thermiques n'est pas aujourd'hui compensée par les moteurs électriques.

Surproduction et perte du pouvoir d'achat

Le capitalisme fabrique pour vendre, sinon pas de profit. Et le capitalisme n'en est pas à une aberration près. Les suppressions d'emplois pour réduire les coûts de production l'emmènent droit dans le mur. Car la paupérisation des populations réduit la consommation. Et ainsi de suite. Il est vraiment temps de dire stop à la spirale et de rompre avec ce système.

La résistance des salariés

Elle se développe de plus en plus. Grève massive chez Fiat-Stellantis en Italie au mois d'octobre. Fin octobre les salariés de Porsche en Allemagne. Actuellement Michelin à Cholet.

A Volkswagen Osnabruck, les travailleurs font grève pour une augmentation de salaire de 170 € (7 %) et cela dans le contexte de restructuration qui met leur usine en danger. En Europe, les grèves commencent à s'organiser, malgré la législation sociale restrictive. La colère monte aussi chez les travailleurs de Dumarey-Strasbourg qui décident d'une grève illimitée ce jeudi 7 novembre. Leur bataille s'inscrit dans ce contexte (voir notre correspondance sur le site). ★

Vencorex

L'usine de Pont-de-Claix (38) occupée depuis le 23 octobre

Vencorex (autrefois Rhône-Poulenc) emploie 460 personnes sur le site de Pont-de-Claix, au cœur d'une des deux plates-formes chimiques du Sud Grenoblois. Le 10 septembre, l'entreprise a été placée en redressement judiciaire. Un seul repreneur s'est depuis manifesté : l'industriel hongrois BorsodChem, filiale du géant chinois Wanhua, principal concurrent de Vencorex. Il ne conserverait qu'une seule activité - la fabrication de composants pour peintures et vernis servant dans le nucléaire et l'aérospatial -, soit un atelier de 25 personnes ! Inacceptable, évidemment, pour les salariés qui ont voté la grève illimitée, bloquant jour

et nuit l'entrée de l'usine : « rien ne sort, rien ne rentre ». Le 7 novembre (photo), plus d'un millier de personnes étaient réassemblées devant l'usine : des délégations venues de toute la France à l'appel de la FNIC CGT et de nombreuses personnes, syndicalistes et militants politiques locaux, venues manifester leur solidarité. Sophie Binet y a annoncé l'organisation de mobilisations pour l'emploi dans toutes les régions, le 12 décembre, des mobilisations que la confédération inscrit dans « la bataille pour un moratoire sur les licenciements » et « pour gagner une autre politique industrielle » La reprise par Arkema de Vencorex - son

principal fournisseur en sel purifié - aurait pu en être un exemple, mais les espoirs un temps fondés sur ce scénario se sont écroulés devant la logique du système capitaliste : « il n'était pas pertinent pour Arkema, pas compétitif », de s'installer sur le site de Pont-de-Claix a déclaré son directeur !

Notre parti était présent avec une grande pancarte : « Concurrence entre monopoles et restructurations incessantes, courses aux gains de produc-



tivité et licenciements en masse... **Capitalisme broyeur de vie, ce système on n'en veut pas, on le combat !** » ★

Grève à la clinique du Vaugneray (69)

« Parce que ça ne peut plus durer comme ça ! »

Réductions budgétaires continues et drastiques depuis des années. Lits fermés faute de médecins, d'infirmiers-infirmières, d'aides soignants et de personnel non-médical en nombre suffisant. Rendez-vous difficiles à obtenir pour les patients, engorgements des urgences sur lesquelles ils se rabattent et où ils attendent parfois des heures, sanglés sur des brancards...

En psychiatrie, le diagnostic, le

soin, le suivi des patients, exigent du personnel en nombre suffisant et du temps : deux conditions incompatibles avec les injonctions de productivité et de rentabilisation des lits. Aucun secteur n'est épargné : ni le secteur public ; ni le secteur mutualiste ou associatif à but « non lucratif » ; ni le secteur privé où personnels et patients sont pris en tenaille entre les restrictions de financement par la Sécurité sociale

(via le prix de journée) et les obligations de profits exigés par les actionnaires.

C'est dans ce contexte que la quasi-totalité du personnel de la Clinique de l'Ouest lyonnais à Vaugneray s'est mis en grève le 1^{er} octobre dernier : à 80 % ! Pas facile et pas fréquent quand on s'occupe d'être humains malades, mais avec le sentiment que « ça ne peut plus durer comme ça ». En quatre ans, les effectifs sont

tombés de 300 à 192 ! Les services les plus touchés sont le service de psychiatrie et de gériatrie. Face à cette dégradation des conditions de travail, le syndicat Cgt et les grévistes demandent des embauches et une revalorisation des salaires. Deux conditions pour pouvoir assurer aux patients des soins corrects et aux personnels des conditions de travail acceptables. D'autres actions sont programmées. Ce n'est pas fini ! ★

Crise agricole : la colère gronde à nouveau

« L'hiver dernier, on avait marqué à Carbonne (à 40 km au sud-est de Toulouse) : "ici commence le pays de la résistance agricole". Mais là, je pense que ce sera de la révolte », déclare Jérôme Bayle au journaliste du site CentrePresse. Il confie aussi à France Info : « J'ai été contacté par des agriculteurs allemands, italiens, suisses, des Pays-Bas. S'il n'y a pas de réaction rapide de l'Europe, il risque d'y avoir un blocage européen. » On se souvient de cet agriculteur qui avait pris la tête de la mobilisation en début d'année dans son département, organisant le blocage de l'A 64 Toulouse-Bayonne.

Depuis quelques semaines déjà, des actions se développent en province comme à Châlons-en-Champagne (Marne) ou en Occitanie. On a vu le retour de l'action des panneaux de signalisation marquant l'entrée ou la sortie des communes retournés, avec le message : « On marche sur la tête ! » Fin octobre, six agriculteurs du Tarn posaient torse nu au milieu des bottes de foin derrière une banderole proclamant : « L'État est à bout de souffle et nous à bout de nerfs ». Si la FNSEA et les Jeunes agriculteurs menacent le gouvernement de

repandre des actions dures au niveau national, c'est en s'appuyant sur la colère qui gronde dans le monde agricole, aussi bien chez les éleveurs que chez les céréaliers, car plusieurs éléments se conjuguent qui affectent toutes les exploitations.

Il y a d'abord la crise sanitaire dans les élevages bovins et ovins. Les épizooties touchant le bétail se sont multipliées lors des derniers mois avec la fièvre catarrhale ovine (FCO) et ses variants, ainsi que la maladie hémorragique épizootique (MHE), engendrant jusqu'à 50 % de perte dans certains élevages.

Pour les céréaliers ou les viticulteurs, comme pour les arboriculteurs, ce sont les mauvaises conditions climatiques qui ont lourdement impacté leurs récoltes. Pluies, inondations ont eu des conséquences sur les récoltes de blé notamment. Un céréalier du Val d'Oise, vice-président du syndicat des jeunes agriculteurs, cultivant 200 ha de blé, mais aussi du maïs, se plaint du prix du blé qui a chuté alors que le prix des engrais a, lui, augmenté.

Les producteurs de Cognac, eux, craignent les mesures de rétorsion de la Chine suite aux taxes sur leurs

importations de voiture notamment. Il y a aussi, dans la grogne, la question des promesses faites au monde agricole au printemps pour calmer le mouvement de protestation et qui ont été suspendues avec la dissolution de l'Assemblée nationale.

La question de l'opposition à « toujours plus de normes, de restrictions, et d'interdictions » est également un ferment de contestation chez de nombreux agriculteurs. La Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA) et les Jeunes Agriculteurs (JA) dénoncent une accumulation de plans : « Plan bio, plan protéines, plan de relance, plan fruits et légumes, plan viticulture (...) qui n'a pas empêché l'empilement des normes imposées par le gouvernement ».

Si les raisons de la colère sont diverses, une réunit l'ensemble du monde agricole : c'est l'opposition à l'accord UE-Mercosur, sur la table des négociations. Ce projet d'accord de libre-échange entre l'UE et l'Amérique du Sud fait l'unanimité contre lui. Tous les syndicats agricoles sans exception sont contre et dénoncent une concurrence déloyale. Pour eux, c'est l'arrivée en France de centaines

de milliers de tonnes de volailles et de viande bovine élevées aux hormones, ce qui est interdit en Europe. Annie Genevard, nouvelle ministre de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire du gouvernement Barnier, interrogée vendredi 8 novembre sur France Info l'a affirmé : « nous y sommes frontalement opposés » ; « ce que nous devons faire avant l'adoption de cet accord international, c'est essayer de rallier à notre cause un maximum de pays » afin de mettre « un droit de veto » sur cet accord, a défendu la ministre. Effectivement, le problème c'est que les pays de l'UE ne sont pas d'accord car leurs intérêts divergent.

Ce Non du gouvernement français au Mercosur suffira-t-il à rassurer les éleveurs et éviter la mobilisation annoncée pour mi-novembre ? Rien n'est moins sûr car les raisons de quitter son exploitation pour occuper l'espace public sont nombreuses et révélatrices de la crise que traverse le monde agricole. Elle touche tous les agriculteurs, grands et petits, même si les intérêts et les revendications des uns et des autres sont différents. ★

Aude - « Laisse béton Salvaza »

Paysans et habitants font reculer un spéculateur

En 2023, à l'initiative de la Confédération paysanne de l'Aude, un collectif unitaire s'est formé pour empêcher un projet de méga-entrepôt logistique sur des terres agricoles cultivées en bio. Ce collectif est soutenu par une quinzaine de structures associatives et syndicales, dont en particulier la Conf', l'UL CGT, la FSU, la LDH, une association citoyenne d'opposition à la Mairie, les Soulèvements de la Terre, Extinction Rébellion, des naturalistes...

Le projet est porté par un spéculateur qui souhaite bétonner 18 ha pour réaliser deux méga-bâtiments divisés en box locatifs. Il s'agit d'un projet logistique XXL « 100 % routier », devenu l'un des symboles du capitalisme mondialisé qui a éclaté les process de production sur la planète entière, nécessitant toujours plus de flux de véhicules, de porte-conteneurs et d'infrastructures associées : ports XXL, renforcement du réseau autoroutier etc. Le collectif a d'ailleurs organisé un échange avec Nelo Magalhães qui démontre de manière matérialiste dans son travail (1) le sur-dimensionnement progressif des infrastructures (avec de l'argent public) pour satisfaire les besoins toujours plus grands du capitalisme mondialisé : augmenter sans cesse les flux

de marchandises !

Le collectif a rapidement formalisé une plate-forme revendicative qui mentionne notamment « nous refusons ce modèle de développement qui met en concurrence emplois paysans et emplois industriels, sans jamais poser la question de leur utilité sociale ni de leurs conditions de travail ». L'unité s'est donc faite en intégrant aussi la question de l'emploi.

Le collectif, dénommé « Laisse Béton Salvaza » (2) a mené une mobilisation sous des formes plurielles et régulières depuis 2023 : conférences, tractages, affichages, casseroles pendant les conseils municipaux, interpellations des élus et de la préfecture, articles de presse... Une première manifestation a été organisée en 2023 qui a réuni près de 500 personnes sur la rocade de la ville un samedi.

Une seconde manifestation a été organisée le 12 octobre 2024 en centre-ville de Carcassonne, juste avant la fin de l'instruction du permis du projet. Cette initiative avait pour but de maintenir la pression et de dénoncer la complicité entre spéculateurs et élus locaux. Deux jours avant, un communiqué de presse de la Préfecture et de la Mairie annonçait que le permis est finalement refusé ! C'est une pre-

mière victoire, à mettre en bonne partie au crédit de la mobilisation du collectif, qui décide toutefois de maintenir la manif !

La manifestation s'est donc tenue, avec près de 200 personnes, encadrées par un tracteur de la Confédération paysanne en tête et par un camion CGT en queue, tous deux décorés des différents drapeaux. Après une prise de parole pour faire un point d'étape dans la lutte, un cortège festif et musical a fait le tour de la ville, avec deux arrêts pour faire connaître d'autres luttes à la fois environnementales et paysannes du département. Une banderole titrait « Uni.es avec les paysan.nes contre les spéculateurs ». Le défilé s'est soldé par une remise satirique de la « bétonnière d'or » au président de l'Agglomération, suivie d'un repas paysan, avec buvette et musique.

La prise de parole du collectif disait notamment : « en fait, on se bat contre un modèle capitaliste qui met tout en œuvre pour que des spéculateurs puissent continuer à faire leur business librement sur nos territoires ». Ce type de lutte regroupant habitants, paysans et écologistes, se multiplie et démontre qu'il s'agit de luttes systémiques et non « localisées » car partout notre société capitaliste

favorise ce genre de projet dénué d'intérêt général et livre nos territoires à un aménagement sauvage dicté par les intérêts privés des spéculateurs.

Le parti soutient depuis le début cette dynamique locale qui permet aussi, au-delà de son objectif propre, de renforcer l'unité de lutte sur le département entre paysans, syndicats de salariés, associations environnementales.

Il faut cependant être réaliste et constater les insuffisances à rallier plus largement les milieux populaires, les militants syndicaux et politiques dans ces luttes paysannes pourtant légitimes qui combattent le même système capitaliste. Il faut contribuer à réduire la distance qui existe encore en trouvant les arguments de fond et les modalités pratiques. Face à la radicalisation et à la montée de l'extrême droite dans le milieu agricole, il devient urgent de construire cette solidarité concrète entre petits paysans, travailleurs et habitants, qui cible le système capitaliste. ★

(1) Nelo Magalhães, Accumuler du béton, tracer des routes (2024),

(2) Nom de la zone d'activité destinée à recevoir le projet de méga-entrepôt.

Inondations : des catastrophes annoncées

Le spectacle des zones impactées par les inondations à Valence et dans sa région et les plus de 200 morts recensés à l'heure où nous écrivons sont-ils de nature à faire bouger les politiques des États face au réchauffement climatique ?

Car c'est bien de cela dont il s'agit. Tous les scientifiques sont d'accord là-dessus : suite au dérèglement climatique, nous allons connaître des épisodes, toujours plus intenses, de sécheresse (et son corollaire, les incendies) et des inondations.

Hier en Allemagne et en Belgique, en 2024 en France et en Espagne, des phénomènes semblables sont attendus au Portugal pour ne parler que de l'Europe. Comme le journal *Le Monde* le relate dans son édition du 28 octobre, près de 7 millions de personnes ont été touchées par des inondations en Afrique occidentale et centrale en 2024. Ces catastrophes, qui ravagent habitations et récoltes, n'ont jamais été aussi nombreuses sur le continent. En 2022, c'est le Pakistan qui avait subi des inondations dévastatrices. Médecins du monde dressait le bilan d'au moins 1 000 morts et 1 500 blessés, près d'un million de maisons détruites ou endommagées, et 33 millions de personnes affectées. La planète entière

est confrontée à ces phénomènes météorologiques.

Si l'on regarde un peu en arrière, ce qui s'est passé dans le Nord de la France et le Pas-de-Calais où 315 communes ont été touchées durant l'hiver 2023-2024 par une série d'épisodes de pluies intenses et sur la durée, provoquant des inondations successives, les chiffres parlent d'eux-mêmes. Ces crues ont touché 540 000 personnes à des degrés divers et coûté à ce stade 262 millions d'euros à l'État. C'est le coût des travaux pour remettre en état les bâtiments publics, les voiries endommagées, pour racheter les maisons inhabitables, indemniser les sinistrés ; mais quel sera le coût des travaux plus structurels envisagés pour sinon empêcher du moins contenir les futures inondations, coûts supportés par les services de l'État, c'est-à-dire la collectivité ?

Et nous n'évoquons là que les coûts matériels. Que dire de la détresse de ces personnes âgées qui ont toujours vécues dans leur maison et qui, du jour au lendemain, voient partir tous leurs souvenirs et leur cadre de vie rassurant ? Ce sont bien souvent les personnes les plus modestes qui ont été touchées. Si le classement en catastrophe naturelle et les polices

d'assurance vont permettre aux habitants d'être indemnisés, cet argent – quand il arrive, car bien souvent se sont des mois d'attente – ne réparera pas ce traumatisme. Et comment dire ce que peuvent ressentir aujourd'hui nos amis espagnols victimes de ces torrents de boue qui ont tout détruit sur leur passage et enseveli leurs proches ? En France comme en Espagne, face à de tels drames, on a vu se mettre très vite en place, spontanément, sans injonction d'une quelconque autorité, une solidarité entre habitants qui, si elle n'efface pas la catastrophe, a sans aucun doute réchauffé le cœur des sinistrés.

Pour améliorer la prévention suite à ces épisodes à répétition dans le Nord, l'État parle d'instaurer une nouvelle gestion des cours d'eau, avec une organisation plus lisible, plus simple. Au-delà, une phase de concertation pour comprendre le phénomène de l'hiver dernier et analyser son bilan a été lancée. Il s'agirait ensuite d'élaborer une feuille de route. Le Pas-de-Calais deviendrait un « territoire d'expérimentation pour le plan national d'adaptation au changement climatique ». Ces bonnes intentions résisteront-elles au budget d'austérité actuellement présenté ? Cela

reste à voir. Mais oui, il est impératif d'arrêter d'artificialiser les sols ; oui, il faut stopper les constructions en zones inondables, oui, il faut protéger les zones humides, curer les canaux et rivières..., mais il faut aussi donner aux services de météo, comme à ceux de la sécurité civile les moyens de leur travail. Les syndicats de Météo France, à l'unisson, dénoncent depuis un moment déjà la réduction des effectifs et l'utilisation de l'IA qui ne peut avoir la fiabilité de l'expertise humaine en termes de prévisions. Tous ces outils pour anticiper les catastrophes, alerter les populations, les former aux risques sont indispensables ; tous les travaux d'aménagement pour réduire l'impact des inondations sont eux aussi nécessaires et doivent être programmés sans délai. D'ailleurs, si toutes ces mesures avaient été prises à temps, il est certain que les dégâts auraient été bien moindres et la facture à payer moins lourde !

Mais quid de l'action sur le climat pour diminuer drastiquement les rejets de CO₂ dans l'atmosphère ? Car s'il faut agir sur les conséquences du réchauffement climatique et les catastrophes qu'il induit, il faut également agir sur les causes, et maintenant ! ★

Sivens 2014 : Rémi, on ne t'oublie pas !

Sur le site du projet de barrage de Sivens, dans le Tarn, dix ans après les faits, les militants écologistes et plus largement la population du secteur n'ont pas oublié Rémi, ce jeune botaniste de 21 ans, mort d'une grenade offensive tirée par un gendarme dans la nuit du 25 au 26 octobre 2014.

A l'occasion de ce triste anniversaire les militants de la lutte pour le partage de l'eau, contre l'accaparement des terres et les violences policières se sont rassemblés à l'Isle-sur-Tarn, pour lui rendre hommage.

Rappel des faits

En 2000, l'État reconnaît « d'utilité publique » un projet de barrage sur la rivière du Testou. Il vise à approvisionner en eau une cinquantaine d'agriculteurs, principalement des cultivateurs de maïs. Le projet est estimé à 9 millions d'euros, pour une retenue d'eau de 1,5 million de m³.

Le projet est soutenu et financé par le conseil départemental du Tarn (PS) et les travaux sont autorisés par la préfecture. Or, la mise en œuvre de ce projet va détruire une zone humide boisée de plus de 11 ha qui abrite 94 espèces protégées.

Très vite, les oppositions vont se cristalliser entre les partisans du barrage, principalement les agriculteurs concernés par le besoin d'eau, soutenus par la FNSEA et les autorités, d'une part, et ses opposants, les militants écologistes, la Confédération paysanne, et une partie des locaux, d'autre part. La lutte prend une dimension nationale et la mobilisation de milliers d'opposants va conduire, dans la nuit du 26 octobre 2014, à l'affrontement avec les forces de l'ordre et à la mort de Rémi Fraisse, touché dans le dos par une grenade offensive.

Il aura fallu sa mort pour que le projet soit abandonné et que l'usage de cette arme de guerre par les gendarmes soit interdit !

Quel était l'enjeu ?

A Sivens, c'est la question de l'eau, de son usage et d'un type d'agriculture qui est en jeu. Les pro-barrage défendent une agriculture intensive, gourmande en eau, tournée vers l'export, modèle soutenu par la FNSEA. Une agriculture destructrice de l'environnement et hypothéquant l'avenir de la ressource. Ceux qui s'y opposent sont conscients que

ce modèle va droit dans le mur et veulent y faire obstacle. Parmi eux, de nombreux jeunes.

Comme pour les Bassines des Deux-Sèvres, on retrouve les mêmes oppositions : d'un côté, les intérêts privés de quelques-uns, soutenus par l'État, ses institutions et ses forces de répression ; de l'autre, des militants écologistes, des petits paysans, des populations qui s'inquiètent à juste titre de la ressource en eau et de la protection de notre environnement...

Dans le cas de l'A69, ce sont les intérêts privés d'un monopole, celui des laboratoires Pierre Fabre à Castres, qui commandent à la réalisation de l'autoroute reliant Toulouse et Castres. Là encore, la présidente PS de région, C. Delgat soutient le projet. Les populations du Tarn, opposées à cette construction, sont d'ailleurs inquiètes de la tournure que prennent les événements et craignent qu'on ne déplore, ici aussi, un mort.

On pourrait encore évoquer la ligne à grande vitesse Lyon-Turin, la ferme des mille vaches ou de la mine de lithium dans l'Allier, sans oublier les projets pharaoniques de construction d'EPR. Tous ces grands pro-

jets inutiles, dangereux et coûteux, opposent des forces de la société civile aux intérêts des monopoles des différents secteurs, soutenus et défendus par l'État et protégés de leurs opposants par son arsenal répressif.

Rémi, Vital, symboles de la violence d'État

Le 31 juillet 1977, Vital Michalon, jeune anti-nucléaire de 31 ans qui participait à une manifestation contre la construction du surgénérateur nucléaire de Creys-Malville, était lui aussi tué par une grenade offensive. Pour Rémi comme pour Vital, il n'y aura aucun responsable, la justice prononcera un non-lieu.

C'est vrai pour le nucléaire et c'est également vrai pour les luttes écologistes qui se sont développées ces dernières années. Il y a les morts et les estropiés à vie, notamment avec l'usage des LBD. Il y a un point commun entre toutes ces luttes, c'est le déni de démocratie ; et ce déni prend sa source dans le fait que, d'un côté, l'État défend des intérêts privés, ceux des monopoles, d'une minorité, contre ceux de la majorité de la population, contre la société elle-même. ★

Kanaky, Martinique

Deux manifestations de la crise du système colonial

La crise du système colonial est partie intégrante de la crise de l'impérialisme français : elle est à la fois une conséquence et une source d'aggravation. Nous parlons de crise du système colonial, car elle traverse et remet en cause tous les mécanismes institutionnels, politiques, économiques, culturels qui garantissent la domination des peuples des colonies, dont certaines sont à des milliers de kilomètres de la métropole impérialiste. Une nouvelle période de contestation du système colonial s'est ouverte avec les mobilisations massives du peuple kanak et de ses alliés et celles d'une partie importante du peuple martiniquais. Chacun de ces mouvements ont leurs particularités. En Kanaky, la volonté brutale de l'Etat de fermer la porte à tout mécanisme de décolonisation a provoqué, en mai, une mobilisation du peuple kanak massive, déterminée

et organisée, qui a mis en mouvement de larges secteurs de la jeunesse kanak exclue de la société. En Martinique, c'est l'aggravation de la crise sociale, du fait de la flambée des prix des produits de grande consommation et de la paupérisation de larges secteurs des masses populaires, qui a suscité un mouvement d'occupation des routes, de barrages, d'actions devant les centres commerciaux.

Ces deux mouvements ont eu un écho important en France-même et se sont imposés dans l'agenda des gouvernements Macron-Darmanin-Attal, et aujourd'hui Macron-Barnier-Buffet. Ils ont surtout suscité des mouvements de solidarité qui prennent leur place dans le climat de contestation sociale et de mobilisation en soutien au peuple palestinien. C'est pourquoi, on voit beaucoup de drapeaux palestiniens

et kanak dans les manifestations, partout.

Si le précédent gouvernement a essentiellement répondu par une répression massive et brutale, en militarisant la Kanaky, en procédant à des centaines d'arrestations et d'emprisonnements, y compris par la déportation de militants politiques kanak dans les prisons de métropole, l'actuel gouvernement cherche « l'apaisement » à travers le « dialogue », aussi bien en Kanaky qu'en Martinique. Il cherche ainsi à faire sortir ces questions de la contestation politique du système capitaliste impérialiste en crise de plus en plus profonde.

Nous pouvons contrer cette entreprise en renforçant et en étendant le courant de solidarité avec le combat de ces peuples, en le faisant connaître largement dans le mouvement syndical, le mouvement ouvrier et mouvement populaire, la jeunesse...

En mobilisant autour d'exigences concrètes. En premier lieu, l'arrêt de la répression coloniale en Kanaky, la libération des prisonniers politiques kanak, l'engagement réel de l'Etat dans le processus de décolonisation de la Kanaky. Il y a aussi la reconnaissance de la responsabilité de l'Etat colonial dans l'empoisonnement des populations des Antilles par le chlordécone et plus généralement par les pesticides, l'accès à l'eau potable dans les Antilles, à Mayotte... Nous pouvons et devons étendre cette solidarité au niveau international pour, à la fois, faire grandir la dénonciation des agissements de l'impérialisme français – qui est, de façon générale, très décrié dans de nombreux pays – et faire connaître les luttes des peuples des néocolonies et des colonies qu'il domine. ★

Kanaky

Dans le journal d'octobre, nous disions « oui à la reprise du dialogue, mais il faut des actes ». Le principal acte politique posé par l'Etat colonial, est le report des élections provinciales à fin 2025. Ces élections concernent le renouvellement du Congrès de Nouvelle-Calédonie et des 3 assemblées de province. En France, le Sénat et l'Assemblée nationale viennent de voter pour leur report. Le Congrès de la Nouvelle-Calédonie présidé par la représentante de l'Eveil océanien, qui a été élue grâce aux voix des partis non-indépendantistes (en lieu et place de Roch Wamytan de l'UC-FLNKS), a également voté en faveur du report.

Dans les prochains mois, la discussion va donc porter sur l'avenir institutionnel de la Kanaky et sur les subventions ou les prêts de l'Etat pour la reconstruction. La droite et l'Etat privilégient les milieux économiques ; les forces indépendantistes mettent l'accent sur les aides d'urgence, vitales, à apporter aux populations.

Côté gouvernement français, la tendance est de faire oublier le contenu politique et social de la puissante révolte du peuple kanak et de ses alliés et de tout ramener au « rétablissement » du dialogue entre les forces qui se battent pour l'indépendance et celles qui y sont opposées, pour qu'elles se mettent d'accord sur des questions aussi fondamentales que la définition de la citoyenneté, les mécanismes électoraux... L'Etat colonial, qui veut se présenter comme « neutre », voudrait ainsi aboutir à un « accord global » pour « sortir de l'accord de Nouméa ». Barnier se dit

prêt à se rendre aussi sur place, « dès que possible », ce qui signifie après l'adoption du budget de l'Etat et de la Sécu, via un 49.3.

Dans la séquence qui s'ouvre, le mouvement de solidarité devra tenir compte de ce contexte, pour soutenir les forces indépendantistes et dénoncer le système colonial.

Il faut continuer à exiger la libération des prisonniers politiques kanaks, notamment ceux qui ont été déportés dans les prisons françaises. Des collectifs mènent ce travail dans de nombreuses villes, collectifs qui servent aussi à apporter un soutien matériel et moral aux prisonniers et aux familles et à dénoncer les conditions ignobles d'incarcération. A ce propos, l'Etat vient d'être une fois encore condamné pour le traitement inhumain des prisonniers en Kanaky : 2 ans pour installer des moustiquaires au camp Est ! Il faut également étendre la solidarité au niveau international.

L'Etat essaie d'empêcher l'expression de la solidarité des peuples océaniques vis-à-vis du peuple kanak, et d'empêcher les organisations indépendantistes de faire connaître leur combat. On l'a vu lors de la visite en Nouvelle-Calédonie, fin octobre, d'une mission des Etats du Forum des îles du Pacifique : le Haut-commissaire de la République, l'ambassadrice française pour le Pacifique, ont tout fait pour limiter les échanges à de « l'information ». C'est dire leur crainte de voir ternir la réputation internationale de la France. ★

Sur les « ingérences extérieures »

Lors d'un débat organisé à la fête de l'Humanité sur la lutte du peuple kanak et la solidarité à développer, un groupe de personnes est intervenu de façon très organisée pour dénoncer les liens entre les organisations kanak et le régime azerbaïdjanais. Se présentant comme des militants anticolonialistes, soutenant l'Arménie, « victime du génocide azerbaïdjanais », ils ont sommé les représentants kanak de dénoncer ces relations. A aucun moment, ils n'ont exprimé le moindre soutien au combat du peuple kanak pour son indépendance, ni formulé la moindre critique vis-à-vis de la politique coloniale de la France. Il est clair que ces interventions n'avaient rien à voir avec le combat contre le colonialisme, pour l'indépendance des peuples, a fortiori celle du peuple kanak.

Ces attaques reprennent, de fait, le discours de Darmanin, alors ministre de l'Intérieur et des colonies, qui dénonçait, dès le début des émeutes en Kanaky, les « ingérences étrangères », notamment celle de l'Azerbaïdjan qui, selon lui, veut déstabiliser la France et lui faire payer son soutien politique, militaire, diplomatique à l'Arménie. Il a également désigné la Russie et la Chine et est allé jusqu'à accuser « une partie des leaders indépendantistes calédoniens d'avoir fait un deal avec l'Azerbaïdjan ». Une accusation reprise par les partis de droite et les « loyalistes » en Nouvelle-Calédonie.

Dans le système capitaliste impérialiste, il y a évidemment sans cesse des « ingérences » et des tentatives de déstabilisation. Il en existe entre l'impérialisme français et ses rivaux, et y compris ses « alliés ». Elles sont l'expression de l'aiguïsement des contradictions entre puissances impérialistes. Mais il y a aussi la contradiction entre les monopoles et les puissances impérialistes, d'une part, et les peuples, d'autre part, qui luttent contre leur domination, pour s'en débarrasser. La lutte anticoloniale en est une expression.

Dans ce combat, les peuples et les organisations qui les dirigent sont obligés d'utiliser les formes et moyens de lutte à leur portée. Mandela disait : « les petits peuples n'ont pas le choix des armes ni de leurs alliances ». Ce pragmatisme ne signifie pas pour autant l'acceptation de la soumission à la domination d'un ou d'autres impérialismes, même si, bien sûr, ce danger existe.

Le peuple kanak et ses organisations, qui luttent pour l'indépendance, ont raison de chercher des appuis les plus larges au niveau international. Ils le font à l'ONU et ailleurs, notamment dans leur zone géographique.

L'UC-FLNKS n'a pas caché sa participation aux réunions organisées par le « Groupe d'Initiative Bakou contre le colonialisme français ». Cette initiative a, à l'évidence, soulevé des réserves dans le camp des indépendantistes, que nous comprenons, mais cela ne peut remettre en cause le soutien au combat du peuple kanak et à ses organisations. Au contraire, il faut l'amplifier.

Martinique

Profonde crise sociale sur fond de vie chère

Depuis l'été, un mouvement inédit dans ses revendications, ses formes d'organisation et ses positions vis-à-vis des organisations politiques, syndicales, s'est imposé en Martinique. Il a mis en avant la question des prix plus élevés de 40 % qu'en métropole pour les produits alimentaires, exigeant leur alignement sur ceux pratiqués par la grande distribution en France. Ce mouvement a mobilisé de larges secteurs de la population, notamment les plus précaires, les plus pauvres, les jeunes. D'après les chiffres officiels, en 2020, 27 % de la population martiniquaise vivait en dessous du seuil de pauvreté, un chiffre à rapprocher des 14,4 % en métropole. Pour les jeunes de 15-29 ans, le taux de chômage est de 24 % en Martinique, 13 % en France. Le coût global de la vie est, selon l'Insee, 12 % plus élevé qu'en métropole.

Le groupe restreint qui a lancé le Rassemblement pour la protection des peuples et des ressources afro-caribéens - RPPRAC - a fixé, le 1er juillet, un ultimatum aux responsables des groupes qui contrôlent la grande distribution pour qu'ils alignent les prix sur ceux pratiqués en métropole. Ceux-ci reconnaissent l'ampleur de l'écart des prix, mais l'imputent essentiellement aux coûts du transport maritime, aux taxes... mais réfutent totalement l'accusation de marges excessives.

Tout l'été, le RPPRAC a organisé des marches, des rassemblements devant les grandes surfaces, quelques barages de routes, insistant sur leur caractère pacifique. Le nombre de participants n'a cessé de monter, donnant un caractère réellement populaire à ce mouvement, qui a refusé au départ la présence de partis politiques et des syndicats.

Mi-septembre, des violences urbaines se sont multipliées, en marge des manifestations, surtout la nuit. La réponse des autorités a été brutale : déploiement massif de policiers, de gendarmes, 650 procédures judiciaires engagées et instauration, le 18 septembre, du couvre-feu à Fort-de-France et ses quartiers environnants.

Les dirigeants du RPPRAC privilégient les réseaux sociaux et les contacts directs avec les participants qui, dans leur grande majorité, ne sont pas organisés. Leur objectif a été synthétisé par une des leaders : « la seule satisfaction que nous aurons, c'est quand il y aura des prix abordables et respectables qui permettront à toutes les personnes qui vivent dans l'outre-mer d'avoir un meilleur pouvoir d'achat ». Ou, « nous sommes des citoyens français, nous devons payer les mêmes prix qu'en France ». Les dirigeants de ce mouvement l'inscrivent dans les nombreuses mobilisations antérieures « contre la vie chère », contre la « pwofitasyon »

(2009), mais se démarquant des organisations qui les ont portées (1). Ils ne posent pas la question de la rupture des liens de dépendance coloniaux.

Il est clair que ce type de mouvement « interpelle » ces organisations et leurs militants, mais l'ampleur prise par ce mouvement, le niveau de répression policière font que les organisations qui se battent pour défendre les intérêts des travailleurs et des masses populaires, les organisations qui luttent contre la domination coloniale, s'efforcent de rompre ces barrières et de prendre en compte les immenses exigences sociales qui s'expriment dans ce mouvement. C'est ainsi que des syndicats ont lancé des appels à la grève pour l'augmentation des salaires, que des organisations tel que le CNCP mènent un travail d'explication pour faire grandir la conscience politique de celles et ceux qui participent à ce mouvement.

Un accord a été signé entre l'Etat, les collectivités territoriales, les syndicats, les partis politiques et les représentants de la grande distribution, pour une baisse de 20 % « en moyenne de plus de 6 000 produits ». Les responsables du RPPRAC ne l'ont pas signé, car ils exigent une baisse sur tous les produits. Ceci dit, le mouvement a notablement faibli, mais cela ne signifie pas pour autant la fin de la crise sociale.

Conférence du CNCP à Paris

Robert Sae, responsable des affaires extérieures du CNCP, a animé une conférence-débat, le 25 octobre, à la bourse du travail de Paris. L'UD CGT de Paris a mis la salle Hennaff à disposition et est intervenue sur la solidarité avec le mouvement syndical de Martinique et sur l'engagement de la CGT dans la dénonciation de l'empoiement en « bande organisée » des travailleurs et des populations par le chlordécone.

Notre parti a souligné le développement de la contestation par les peuples de l'ordre colonial imposé par l'impérialisme français.

Le chercheur Malcom Ferdinand (2) a présenté les grandes lignes de ses travaux et a mis en exergue le dialogue permanent entre les militants indépendantistes des années 70 et les jeunes militants et les chercheurs antillais qui s'impliquent dans ce combat. ★

1. Le LKP, en Guadeloupe, le « comité du 5 février » en Martinique, tous deux des collectifs d'organisations créés en 2009.

2. Chercheur en sciences politiques, Malcom Ferdinand vient de publier S'aimer la Terre - Défaire l'habiter colonial (éd. Seuil), sur la pollution de la Martinique et de la Guadeloupe au chlordécone.

Algérie

1^{er} novembre 1954 : Début de la guerre d'indépendance

Il y a 70 ans, le 1^{er} novembre 1954, 70 attentats ont lieu dans 30 points du territoire algérien. Leurs objectifs, saboter des installations névralgiques de la puissance coloniale : radio, centraux téléphoniques, dépôts de pétrole, casernes de gendarmes. Au même moment est diffusée une déclaration, signée du FLN (Front de Libération Nationale), appelant le peuple algérien à rejoindre la lutte pour l'indépendance.

Le gouvernement français ne le sait pas encore, mais cette date marque le début de la guerre de libération nationale du peuple algérien.

Cette date a été choisie parce qu'elle correspond à une situation que les militants algériens de la cause indépendantiste jugent favorable.

Au niveau international, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, le climat est favorable aux luttes anticoloniales. En Indochine, l'impérialisme fran-

çais vient de perdre la bataille décisive de Dien Bien Phu (mai 1954). A l'intérieur, les lignes modérées et attentistes des organisations du mouvement nationaliste perdent du terrain ; les Algériens n'en peuvent plus d'être toujours traités comme des citoyens de seconde zone et beaucoup de militants se radicalisent.

Six leaders indépendantistes, Rabah Bitat, Mostefa Ben Boulaïd, Didouche Mourad, Mohammed Boudiaf, Krim Belkacem et Larbi Ben M'Hidi, vont constituer le FLN, rédiger son manifeste, donner le signal de la lutte armée pour l'indépendance et en prendre la tête. Alors que le chef du gouvernement français de l'époque, Pierre Mendès-France, est considéré comme l'homme de la paix en Indochine et, par la suite, comme visionnaire emblématique de la gauche, celui-ci déclare le 12 novembre devant l'Assemblée nationale : « Il n'y aura pas de la part du gouver-

nement ni hésitation, ni atermoiement, ni demi-mesure dans les dispositions qu'il prendra pour assurer la sécurité et le respect de la loi. Il n'y aura aucun ménagement contre la sédition, aucun compromis avec elle, chacun ici et là-bas doit le savoir. À la volonté criminelle de quelques hommes doit répondre une répression sans faiblesse car elle est sans injustice »

Une semaine plus tôt, son ministre de l'Intérieur, François Mitterrand, tenait des propos non moins définitifs : « L'Algérie, c'est la France et la France ne reconnaîtra pas chez elle d'autre autorité que la sienne » (7 novembre). Deux jours plus tôt, il avait une formule plus lapidaire encore, promise à la postérité : « La seule négociation, c'est la guerre ».

Il faudra huit ans de guerre et les immenses sacrifices du peuple algérien pour que la France signe les accords d'Évian en 1962 et reconnaisse l'indépendance de l'Algérie. ★

Macron reconnaît l'assassinat de Larbi Ben M'Hidi

Pendant longtemps, l'armée française a déclaré que ce dirigeant nationaliste de la première heure, chef politico-militaire pour la région d'Alger, s'était pendu dans sa cellule après sa capture. Cette version des faits n'a jamais été démentie par les autorités françaises.

En 2001, le général Aussarès, responsable du commando O, avouera l'avoir pendu dans la nuit du 3 au 4 mars 1957.

Macron reconnaît, par un communiqué de l'Élysée publié le 1^{er} novembre, la responsabilité de l'État français dans l'assassinat de Larbi Ben M'Hidi.

Conseillé par Benjamin Stora, ce dernier y voit un geste « qui reconnaît la légitimité politique du combat des nationalistes algériens ».

On nous permettra de nous interroger sur le sens réel de ce geste, alors qu'au même moment ou presque Macron était au Maroc et réitérait son soutien au régime chérifien qui considère le Sahara comme faisant partie du Maroc, alors que le régime algérien soutient les indépendantistes Saharouis. Les relations entre la France et l'Algérie sont plutôt fraîches.

Ne serait-ce pas pour les réchauffer que Macron fait ce geste... et pour préserver les intérêts des entreprises françaises qui opèrent dans le pays, parmi elles, TotalEnergies qui détient des participations dans plusieurs champs gaziers ou Engie qui importe du gaz algérien ?

Gaza – Liban

Des négociations sans issue

Treize mois d'une guerre impitoyable de l'armée israélienne contre le peuple palestinien et toujours aucune lueur d'espoir d'en voir la fin. Toutes les propositions d'accord en vue d'un cessez-le-feu ont été rejetées par Israël et le Hamas. Finalement, le Qatar a décidé de jeter l'éponge et devrait expulser, à la demande des Etats-Unis, l'état-major du Hamas installé sur son territoire, sous prétexte que celui-ci refuse toute proposition de libération des otages. C'est, comme toujours, les USA qui viennent en soutien à Israël. Pour le Hamas, ce cessez-le-feu doit être pérenne et non temporaire. Quant à la libération des otages, elle ne peut se faire qu'après l'instauration du cessez-le feu, le retrait de l'armée d'occupation et en contrepartie de la libération de prisonniers palestiniens. Des exigences vitales pour la population de Gaza comme pour l'ensemble du peuple palestinien et portées par l'ensemble des forces de la résistance.

Pour les dirigeants d'Israël, c'est à eux, et à eux seuls de décider d'arrêter ou de poursuivre cette guerre, soi-disant en fonction des objectifs fixés, même si ceux-ci sont à géométrie variable selon les jours et les ministres qui s'expriment. Pour l'instant, Netanyahu n'entend pas céder

aux pressions exercées par ses « amis alliés », même s'il a dû concéder l'ouverture d'une deuxième entrée pour l'aide humanitaire et accepter l'évacuation d'un millier de femmes et d'enfants atteints de maladies chroniques graves dans les mois à venir... (moins d'une centaine ont pu sortir début novembre). La nomination d'Israël Katz, l'ex-ministre des affaires étrangères devenu depuis une semaine le nouveau ministre de la défense, montre que le cap reste le même : c'est lui qui a déclaré Antonio Guterres « persona non grata » et livré la bataille diplomatique contre l'agence des Nations unies pour les réfugiés palestiniens, l'UNRWA, dont le Parlement israélien vient d'interdire les activités. Une fois encore, l'ONU parle de famine mortifère pour la population de Gaza, surtout les enfants.

Le premier objectif proclamé de Netanyahu était « l'éradication du Hamas » de Gaza. Or, même si ce dernier est très affaibli par les bombardements massifs et quotidiens de la bande Gaza et sa direction décapitée, il n'est pas mort, pour preuve la farouche résistance à laquelle l'armée israélienne fait face sur le terrain malgré toute son armada. En réalité, derrière l'objectif proclamé d'en finir avec le Hamas, il y a la volonté

d'écraser toute velléité de résistance et d'en finir une bonne fois pour toute avec la « question palestinienne ». Terroriser la population, la contraindre à l'exode en ayant rendu la vie totalement impossible dans la bande de Gaza, ou, si elle si refuse, la laisser mourir directement sous les bombes ou de mort lente, de faim, de soif, de maladie. A Gaza aujourd'hui, Jérusalem Est et la Cisjordanie demain, avec le renforcement de l'occupation, de la répression et l'accélération de la colonisation.

Et après Gaza, le Liban. Depuis le 7 octobre 2023, en solidarité avec le Hamas, le Hezbollah, principale force de résistance du Liban, a lancé des centaines de roquettes en direction d'Israël, obligeant quelque 10 000 personnes vivant au nord d'Israël, à la frontière libanaise, de trouver refuge au centre du pays. De ce fait, à celle du Hamas, est venue s'ajouter « l'éradication du Hezbollah » libanais, accusé d'être armé et soutenu par l'Iran, qui est, pour Israël et son soutien étasunien, l'Etat « ennemi », car le seul de la région à avoir d'importantes capacités militaires et nucléaires.

Mais il est plus facile de déverser un tapis de bombes sur la bande de Gaza que d'éradiquer le Hezbollah

de l'ensemble du territoire libanais, d'autant que ses « foyers » sont disséminés au sein des autres communautés libanaises. En fait, Israël s'engage de plus en plus dans une nouvelle « guerre du Liban », bombardant pratiquement tout le pays et n'exclut pas de mettre le feu à toute la région, pour preuve les bombardements du Yémen, en Syrie, en Irak. Une situation que les puissances impérialistes, Etats-Unis en tête, disent vouloir éviter à tout prix... mais sans s'en donner véritablement les moyens, à commencer par l'arrêt des livraisons d'armes et de bombardiers F35 ! Si l'administration Biden est celle qui a apporté un tel soutien militaire, financier, politique, diplomatique... à l'Etat d'Israël, c'est parce que le soutien de l'impérialisme US à Israël est une donnée stratégique, à laquelle toutes les administrations se sont tenues. Trump ne fera pas exception. Il ne faut pas oublier que Trump a lancé les « accords d'Abraham », que Biden n'a jamais remis en cause, et qui évacuait complètement le peuple palestinien. Nous faisons avant tout confiance au mouvement de solidarité avec le peuple palestinien qui existe aux USA, qui a été fortement réprimé, et qui, avec Trump, ne va pas lâcher son combat ! ★

Il faut isoler de plus en plus Israël

Le gouvernement est de plus en plus embourbé dans son soutien à Israël et il assume de moins en moins les contradictions que ce soutien entraîne. En effet, le mouvement de soutien à la Palestine ne faiblit pas et se renouvelle. Le mouvement **Boycott Désinvestissement Sanction** se développe et a poussé le gouvernement à quelques gestes, notamment dans le domaine du commerce d'armes suite à la campagne **StopArmingIsrael**. Le gouvernement a fait bloquer silencieusement en douane certaines exportations de Thales vers Israël ou a fait mine d'interdire les entreprises israéliennes des salons militaires comme à **Euronaval** mais sans l'assumer jusqu'au bout, laissant au tribunal de commerce le soin de les « réintégrer ». Dans les médias aussi, si la ligne majoritaire reste pro-Israël, il devient impossible de cacher les crimes de l'armée israélienne qui s'étendent maintenant au Liban et à la Syrie. Ces derniers jours, la question palestinienne a envahi le monde du **football** qui pèse très lourd financièrement et bénéficie d'une couverture médiatique gigantesque, en par-

ticulier vers les couches populaires. Si le tifo (gigantesque banderole) « Free Palestine » déployé par les ultras du PSG dans les tribunes du stade doit sûrement quelque chose aux propriétaires qatari du club, il a été vu partout sur les écrans et réseaux. Tout comme il n'a pas été possible de cacher, malgré les déclarations officielles, les provocations (slogans anti-arabes, drapeau palestinien brûlé) des 1 800 supporters israéliens envers les manifestants pro-Palestine qui ont précédé les affrontements entre les deux groupes dans les rues d'Amsterdam avant et après un match de foot entre l'Ajax Amsterdam et le Maccabi Tel Aviv. Cela juste avant d'accueillir une rencontre France-Israël de la Ligue des nations qui inquiète, certains comme le RN proposant de délocaliser le match en Corse devant les risques de heurts. Au final, Retailleau va mobiliser 4 000 policiers (!) « pour ne pas céder à l'antisémitisme » afin de sécuriser la rencontre. Autre événement qui pose problème, le 13 novembre doit se tenir le Gala « Israël is forever » où devait intervenir le ministre des finances israélien

Smotrich, colon extrémiste religieux qui se revendique lui-même fasciste. Comme celui-ci ne sera pas présent, selon le préfet de police, il n'y a aucune raison de l'interdire ! Ces deux événements ont nourri et fédéré les manifestations du mouvement de solidarité.

On le voit, malgré une position de plus en plus difficile et de plus en plus d'incidents diplomatiques avec Israël, comme à l'église de l'Eleona à Jérusalem occupée par l'armée israélienne et dans laquelle 2 gendarmes français ont été arrêtés lors de la visite du ministre français des Affaires étrangères, l'axe officiel du gouvernement reste le musellement et la répression du mouvement de solidarité. Ce mois-ci, c'est une députée macroniste qui fait une énième proposition de loi pour criminaliser toute critique d'Israël, proposition signée par certains socialistes comme François Hollande. Le mois dernier, il y a eu les consignes envoyées par le ministre de l'Education supérieure et de la recherche, Hetzel, à toutes les présidences d'université, d'intensifier la répression des étudiants mobilisés pour la Palestine.

Ce qui n'a pas empêché les représentants étudiants et certains enseignants de faire voter avec succès par le Conseil d'administration de **Sciences Po Strasbourg** une motion demandant la suspension de l'accord de partenariat avec l'université israélienne Reichmann. Quant aux 4 étudiants de **Sciences Po Paris** qui avaient été exclus de l'école suite au blocage de l'entrée en solidarité avec la Palestine, ils ont finalement été réintégrés.

C'est à une réaction du système que le mouvement de solidarité fait face et c'est pour cela qu'il faut s'organiser pour y répondre au niveau syndical et dans les comités locaux de solidarité de manière collective. La campagne **StopArmingIsrael** a remporté certains succès et il faut la continuer. La campagne pour dénoncer la **BNP** comme principal bailleur de fonds de la colonisation se développe, les rassemblements et actions devant les agences se multiplient et il faut contribuer à l'amplifier, comme celle autour de **Carrefour**. ★

Election de Trump

Renforcement de la réaction au plan intérieur et au niveau international

Le projet Mega (make America great again : rendre sa grandeur à l'Amérique) tient lieu de programme, de slogan et de style de gouvernement fait d'outrances, de provocations, de mensonges et de menaces contre tous ceux et celles qui s'y opposent. Il est aussi l'affirmation d'une agressive politique ultranationaliste dans tous les domaines, à commencer par le domaine économique (avec des augmentations des taxes sur les importations d'Europe et de la Chine) et dans celui des relations internationales, où il n'y a que des concurrents et des rapports de force. Quant à la politique intérieure, c'est la chasse à l'immigration illégale, avec l'annonce de l'expulsion de 11 millions de personnes !, la promotion du racisme et du suprémacisme blanc, la poursuite des attaques contre les droits des femmes et la remise en cause des politiques en faveur des « minorités ». C'est la promotion d'idées fascistes. Sur le plan économique, c'est la baisse des impôts des riches (qui ont soutenu financièrement sa campagne), des grandes entreprises, et la levée de toutes les réglementations en matière environnementale pour renforcer le leadership des compagnies pétrolières et gazières. Le multi milliardaire

Musk, qui a mis son argent et la puissance de son réseau médiatique au service de Trump, est pressenti pour piloter la politique de « réduction des coûts » qui passe en premier lieu par d'importantes coupes dans les budgets sociaux fédéraux.

Trump totalise 51 % des voix, contre 47,5 % pour K. Harris. Il a obtenu 4 millions de plus que K. Harris. Sa victoire électorale et celle de son parti Mega, qui a phagocyté le parti républicain en dix ans, et qui est en campagne permanente pour sa réélection, est un fait. Mais il ne s'agit pas d'un raz de marée, comme le laisse croire les cartes qui montrent le nombre de grands électeurs. Alors que le taux de participation n'a pas dépassé celui de 2020, Trump a galvanisé sa base électorale, qui a voté en masse. Il a polarisé les débats en jouant sur les peurs, les divisions, ce qui lui a permis de progresser dans toutes les catégories d'électeurs. C'est pourquoi, il ne cesse de revendiquer la victoire du « vote populaire » en affirmant que c'est un « vote d'adhésion », qu'il a les milieux populaires derrière lui, y compris des immigrés citoyens étasuniens.

Sa victoire est aussi due au rejet de la candidate du parti démocrate, K. Harris. Elle a assumé toute la

politique de Biden, notamment sa politique internationale ; son soutien constant à la guerre de génocide qu'Israël mène contre le peuple palestinien et à l'Ukraine de Zelensky, ce qui a poussé des secteurs importants à s'abstenir ou à voter pour des « petits » candidats qui ont fait campagne contre cette politique. Sur le plan intérieur, elle a repris le discours de la « bonne santé de l'économie étasunienne », grâce à la politique de Biden, passant sous silence l'appauvrissement brutal et durable de la classe ouvrière, de toutes les couches populaires, du fait notamment d'une inflation de 20 % sur les prix des denrées alimentaires et le doublement du taux de pauvreté entre 2021 et 2022. Une grande partie du « vote populaire » pour Trump exprime la colère et le sentiment d'abandon de ces catégories. K. Harris a été perçue comme la représentante de l'élite « éduquée », qui profite de la « bonne santé de l'économie ».

L'élection de Trump provoque de multiples réactions dans le monde, notamment de la part des gouvernements « alliés » de l'impérialisme US, membres de l'UE et de l'Otan. Elles parlent de renforcer l'unité entre les Etats membres de l'UE, pour contrer

la politique économique agressive de l'impérialisme US et pour se préparer à affronter militairement la Russie en militarisant davantage les économies et en renforçant le soutien à l'Ukraine. Ce n'est plus 2 % du PIB qu'ils entendent consacrer aux budgets de guerre, mais 3 % ! De cela, on n'en veut pas !

Notre camp, c'est celui de la classe ouvrière et des peuples.

Nous sommes aux côtés des travailleurs qui, aux USA, se battent contre les monopoles pour arracher des hausses de salaires, que ce soit chez Boeing, Amazon, dans les ports...

Nous sommes aux côtés des progressistes, des révolutionnaires, des communistes du American Party of Labor qui a dit : « *Quel que soit le vainqueur, nous continuons à nous battre. Ces mots sont plus vrais que jamais. C'est pourquoi nous devons nous organiser et renforcer notre solidarité avec les travailleurs, les personnes LGBTQIA+, les immigrés, les personnes handicapées et tous les autres groupes marginalisés qui luttent pour leurs droits et leur survie* » (1). ★

1. Déclaration du 9 novembre 2024 du secrétaire du Parti américain du travail, membre de la CIPOML.

Espagne - Inondations de Valence

« Assassins » !

Le 9 novembre, des milliers de manifestants défilaient dans les rues de Valence, aux cris de « assassins » et de « Mazon, démission » ! Le chiffre des victimes dépassait déjà 220. Le roi, le premier ministre socialiste Sanchez et Mazon, le président de la région de Valence, membre du PP (droite), avaient été conspués quand ils se sont rendus sur les lieux, une semaine après les inondations. L'exaspération des milliers de personnes venues spontanément au secours des sinistrés était à son comble. C'est en effet par milliers que les gens du peuple sont venus avec des pelles, des seaux et de la nourriture.

Nous reproduisons des extraits l'article de la JCE (ml) de Valence paru dès le 2 novembre sur le site du parti frère, le Parti Communiste d'Espagne (marxiste-léniniste)

Plus de 150 morts dans la deuxième DANA, qui secoue le Pays Valencien.

Lors de la dernière semaine d'octobre, une DANA (« dépression isolée à niveau élevé » ou « goutte froide ») a provoqué d'abondantes pluies, des tempêtes électriques et des vents ultra violents sur notre communauté.

Du fait d'une absence fautive d'anticipation et de préparation de la part des autorités, ceci a provoqué un désastre humain et matériel sans précédent. Un désastre qui n'a pas été un châtement divin, pas plus qu'un accident fortuit ; il y a des responsables qui ont des noms.

La plupart des villes réveillées par l'inondation sont celles qui bordent la vallée de Chiva et le fleuve Magre. Beaucoup des habitations construites dans cette zone l'ont été dans des zones de moyen ou de haut risque d'inondations, et particulièrement celles construites dernièrement. Il est clair que l'extension des villes, qui est soumise aux intérêts de la classe bourgeoise spéculatrice, ne prend pas en compte les zones inondables ni les autres risques pourvu que cela apporte un bénéfice qui va dans les poches des exploités. C'est pourquoi, si la ville de Valence est restée à l'écart de l'inondation, les villes qui sont au sud du nouveau lit du fleuve Turia ont vu la catastrophe arriver jusqu'à leurs portes. Une grande partie du problème vient de l'autorisation donnée à un grand nombre de plans de développements urbains, en plein « boum » immobilier depuis 2007. Rien que dans

le « Pais Valencia », 280 000 habitations se trouvent dans des zones inondables, ce qui représente 27 % du total des habitations en zones à risques en Espagne.

La détérioration des services d'urgence fait également partie du problème. Dans une situation comme celle d'aujourd'hui, avec le changement climatique qui provoque des orages plus brusques et plus fréquents, ne pas préparer les infrastructures est une erreur qui est en train de coûter des vies humaines. Une fois encore, ceux qui risquent leur vie sont les travailleurs et pas les chefs d'entreprises.

Rappelons que c'est à Valence que fut créée l'Unité Valencienne d'Urgences, une unité spécialisée dans ce type de catastrophes. Dès la prise en main du gouvernement par le PP allié au parti d'extrême droite Vox, il a décidé de supprimer cette unité car, d'après eux, ce n'était qu'une guinguette de plage !

Le gouvernement central, quant à lui, laisse les services publics dans des conditions toujours plus précaires. (...)

La gestion de la crise a été lamentable. Les agences de météorologie alertaient depuis cinq jours sur le fait

que DANA serait anormalement forte et qu'elle frapperait fortement la communauté. Le gouvernement local ne prendra aucune mesure. Quand, le mardi 29 octobre, les premières conséquences de la tempête se sont manifestées, le Congrès de Valence a renvoyé ses travailleurs à la maison. (...) C'est seulement quand cette gestion plus que catastrophique ne pouvait plus être cachée qu'ils ont décidé d'envoyer un ordre à la population par la protection civile. Mais il était déjà trop tard ; de nombreux travailleurs étaient déjà piégés, certains enfermés dans le centre commercial Bonaire, d'autres dans les zones industrielles complètement encerclées par l'eau. Ceux qui purent sortir de leurs lieux de travail furent coincés dans leur véhicule dans les accès sud de Valence, tous les ponts étant engorgés.

Nous descendrons dans la rue pour que soient établies les responsabilités et pour dénoncer les coupables. Après une catastrophe comme celle-ci, il est clair que seul le peuple sauvera le peuple. Nous exigeons la justice pour les victimes et que les responsables politiques assument leurs responsabilités ! ★

Conférence Internationale des Partis et Organisations Marxistes-Léninistes (CIPOML)**Trente ans de lutte pour la défense du marxisme léninisme, pour la révolution et le socialisme**

Une importante réunion plénière de la Conférence Internationale des Partis et Organisations Marxistes-Léninistes (CIPOML) vient de se tenir en Allemagne. Nous en publierons les textes et les résolutions (notamment sur le soutien à la lutte du peuple palestinien, aux peuples et aux mouvements indépendantistes qui se battent contre le système colonial de l'impérialisme français). Dès que nous les aurons traduits, ils seront mis sur notre site.

Notre parti a participé à cette plénière, qui a procédé à une analyse approfondie de l'évolution de la

situation internationale, en pleins bouleversements, analyse basée sur les principes marxistes-léninistes et sur la riche expérience des partis et organisations participantes. Tous les partis et organisations ont présenté des rapports sur la situation dans leur pays et sur leur travail au sein de la classe ouvrière et les masses populaires.

La particularité de cette conférence, c'est qu'elle avait lieu trente ans après la création de la Conférence, en 1994, à Quito. Cela a permis de revenir sur les enjeux et les pas réalisés par cette initiative interna-

tionale, forme d'organisation actuelle de l'Internationalisme prolétarien. La plénière s'est tenue chaque année, y compris au moment de l'épidémie de covid.

Une fête internationaliste s'est tenue le samedi 2 novembre, dans une grande salle à Hambourg. Elle a été coorganisée par les camarades d'Allemagne de l'Organisations pour la Construction d'un parti Communiste des ouvriers d'Allemagne (*Arbeit Zukunft*) et par les camarades d'EMEP (Parti du travail de Turquie). Des camarades et des amis de notre parti, venus de Strasbourg et de la région



parisienne, ont participé à cette fête pleine d'énergie révolutionnaire et d'esprit communiste. Ils ont notamment tenu la table de propagande de notre parti.

Nous publions ci-dessous de larges extraits du compte rendu fait par les camarades d'Allemagne. ★

Succès de la fête pour les 30 ans de la CIPOML

Depuis trente ans, les partis et organisations communistes s'organisent sous l'égide de la Conférence internationale des partis et organisations marxistes-léninistes (CIPOML). La conférence a été fondée en 1994 à Quito avec « l'Appel des communistes aux travailleurs et aux peuples du monde » et compte aujourd'hui plus de 30 membres d'Afrique, d'Asie, d'Europe et d'Amérique. Cet événement a été l'occasion de se réunir à Hambourg pour une fête de solidarité internationale qui a réuni plus de 600 participants et au cours de laquelle le mouvement communiste et ouvrier a été célébré par de nombreuses contributions culturelles.

Avec de nombreux jeunes ainsi que des invités venus d'Inde, du Pakistan, d'Albanie, d'Espagne, de France, d'Italie, du Danemark, de Turquie, des États-Unis, de Tunisie, d'Équateur, de la République dominicaine, du Mexique, de Colombie, du Brésil, du Venezuela, du Chili et du Burkina Faso, la fête a été l'expression d'une solidarité internationale.

La fête a été ouverte par un discours de Diethard Möller au nom de l'Organisation pour la construction d'un parti communiste des ouvriers d'Allemagne. Il est revenu sur l'époque à laquelle la conférence s'est réunie : « En 1989, le politologue américain Francis Fukuyama a annoncé la "fin de l'histoire". Contrairement à la réalité, le capitalisme a été exalté comme la seule possibilité d'une société humaine, juste et sociale. Gorbatchev a déclaré à ce sujet en 1999 : "Un monde sans communisme sera meilleur. Après l'an 2000 viendra le temps de la paix et de l'épanouissement des hommes." Les partis marxistes-léninistes savaient déjà à l'époque que cela ne se passerait pas ainsi. » Aujourd'hui, la guerre, la faim, la pauvreté, le fascisme et la destruction de l'environnement



Hambourg - plus de 600 personnes à la fête de la CIPOML

montrent à quel point l'impérialisme s'attaque drastiquement aux conditions de vie des travailleurs et des peuples. (...) « Dans cette situation, la CIPOML revêt une importance centrale. (...) Et nous aussi, en Allemagne, nous sommes reconnaissants que la CIPOML nous montre la voie depuis maintenant 30 ans et que nous participions collectivement à l'élaboration de cette voie. Notre mouvement, ici en Allemagne, a lui aussi une longue histoire, faite de hauts et de bas. La CIPOML est d'autant plus importante pour nous aujourd'hui. »

Une vidéo a ensuite mis en lumière l'histoire du mouvement communiste et ouvrier ainsi que la situation actuelle et le travail dans les différents pays. Le programme culturel a ensuite débuté.

L'auteur-compositeur-interprète germano-argentin, Pablo Miro, a chanté des chansons internationales en allemand et en espagnol, mettant l'accent sur la lutte pour la paix. La chanteuse Gizem a insufflé une nouvelle vie à de vieux chants classiques, notamment allemands et turcs. Un camarade du Venezuela a lu un poème retraçant les 30 ans de lutte de la conférence,

puis Sevda Karaca a pris la parole. Elle est députée au parlement turc et vice-présidente du Parti du travail de Turquie. Dans son discours, elle a souligné :

« La CIPOML, en tant que forme la plus avancée et la plus révolutionnaire de l'organisation internationale du prolétariat aujourd'hui, est vitale pour le prolétariat ainsi que pour tous les opprimés et les travailleurs du monde. (...) De notre côté, nous travaillons et travaillerons au renforcement de la CIPOML et à l'extension de son organisation dans tous les pays. » Après une pause, un groupe de jeunes avait préparé quelques chansons ouvrières qui, après une explication de leur contexte historique respectif, ont été reprises en chœur par toute la salle.

Tous les invités internationaux ont ensuite été appelés sur scène pour le discours principal de Pablo Miranda, du comité de coordination de la CIPOML. Il a notamment dit « Nous célébrons [aujourd'hui] le nouveau départ des communistes pour la reconstruction de l'Internationale communiste. Nous poursuivons notre travail dans ce but. Nous avons parcouru un long chemin, mais nous

devons aller encore plus loin et plus vite.

La revue "Unité et Lutte", qui paraît tous les six mois en plusieurs langues, est la plate-forme de la conscience marxiste-léniniste et est devenue une orientation internationale pour de nombreux travailleurs et révolutionnaires.

Nous continuons à organiser des camps internationaux de jeunes. » Après avoir détaillé les activités internationales de la CIPOML, il a ajouté : « Nous sommes présents dans une trentaine de pays en Asie, en Europe, en Amérique latine et en Amérique du Nord, mais nous devons continuer à grandir ! Nous devons travailler à soutenir la formation de nouveaux partis, afin que nos partis puissent se développer et mieux assumer leur responsabilité d'organiser la révolution.

Il est important de se déclarer marxiste-léniniste, mais il est nécessaire d'appliquer le programme de manière conséquente et de lutter pour le socialisme. » Après son discours, l'assistance a rendu hommage au camarade Pablo, pour son importante contribution à la Conférence et à son parti, le Parti Communiste Marxiste-Léniniste d'Équateur - PCMLE.

Une pièce de théâtre préparée par de jeunes acteurs a été jouée sur le thème du « Chant de solidarité » de Bertolt Brecht. L'acteur et metteur en scène Michael Becker a ensuite lu différents poèmes. Et lors du concert final du groupe Kontrast, le public s'est mis à danser.

La fête internationale de la solidarité, par ses différentes contributions, a montré la cohésion de notre Conférence et a été une digne fête d'anniversaire. Il faut continuer à avancer, renforcer dans plus de pays les luttes de la classe ouvrière dans son combat pour la révolution et le socialisme. ★